

MADAGASCAR - Revue de Presse francophone

novembre & décembre 2005

SOMMAIRE

1	POLITIQUE INTERIEURE	2
1.1	VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002	2
1.1.1	<i>Préparation des élections présidentielles, révision du code électoral</i>	2
1.1.2	<i>Gouvernement & Parlement</i>	3
1.1.3	<i>Majorité, « mouvance présidentielle »</i>	5
1.1.4	<i>Opposition : « transition », meeting dans les provinces et dans la capitale, propos « tribalistes »</i>	5
1.1.5	<i>Arrestation de Voninahitsy Jean Eugène, député de l'opposition</i>	13
1.1.6	<i>Condamnés de la crise de 2002, exilés, activités politiques de la diaspora</i>	16
1.2	RELATIONS EGLISES-ÉTAT	18
1.3	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, « BONNE GOUVERNANCE »	21
2	RELATIONS FRANCO-MALGACHE, FRANCOPHONIE	22
3	DIPLOMATIE, INTEGRATION REGIONALE	23
4	DROITS HUMAINS	24
5	EDUCATION	26
6	MEDIAS, POLEMIQUE ENTRE LE PRESSE ET LE PRESIDENT	26
7	ECONOMIE.....	28
7.1	FMI, BANQUE MONDIALE, OMC, BAILLEURS DE FONDS	28
7.2	LOI DE FINANCES 2006, CRISE BUDGETAIRE	31
7.3	INVESTISSEMENTS ETRANGERS, COMMERCE, TOURISME	31
7.4	PROBLEMES ENERGETIQUES ET CRISE DE LA JIRAMA	31
7.5	SITUATION ECONOMIQUE, CONJONCTURE, DEMOGRAPHIE	33
8	MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT.....	34
9	SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES.....	35

1 POLITIQUE INTERIEURE

1.1 Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

1.1.1 Préparation des élections présidentielles, révision du code électoral

L'AVI de Norbert Lala Ratsirahonana présentera un candidat : « *nous devons être présents à toutes les élections à venir, à commencer par les présidentielles, puis les sénatoriales, les communales, la députation, ou encore le gouvernorat* », annonce Laurent Ramaroson, secrétaire général du parti. Le parti dirigé par le conseiller du Président de la République croit en sa bonne étoile et espère cette fois-ci remporter à son tour la magistrature suprême. Le slogan lancé au cours de ces états généraux reflète l'état d'esprit qui anime le parti. "Nous sommes maintenant la deuxième force politique du pays", se targue Laurent Ramaroson. Le nom du candidat de l'AVI devrait donc être connu courant 2006. (D'après L'Express du 05/11/05)

Ravalomanana de plus en plus sollicité pour un second mandat : pour l'instant, il préfère "être en contact et à l'écoute de la population". Il explique ainsi ses fréquents déplacements en provinces et qui devront couvrir les 22 régions de l'île. Des déplacements permis par un "budget de pré-campagne" soupçonné par les sénateurs AREMA lors de l'adoption de la loi de finances 2005. (D'après L'Express du 05/11/05)

Lahiniriko candidat potentiel : la route semble tracée. La descente de Jean Lahiniriko, président de l'Assemblée nationale à Toliara ne laisse pas insensible. A un an des présidentielles, *le trésorier de l'Eglise luthérienne se démarque du pouvoir et s'affiche de plus en plus comme un candidat potentiel*. L'intéressé n'a pas encore fait une déclaration officielle sur le sujet. Le président de l'Assemblée nationale ose critiquer, d'une manière virulente, le régime en place. Jouant à fond les fibres régionales, il fournit son analyse des "causes profondes de la pauvreté qui ronge notre pays", à savoir "l'exclusion, le déséquilibre régional et l'incohérence". L'homme tente de mettre à profit la motion de destitution contre lui et le bureau permanent de l'Assemblée nationale pour se démarquer et rebondir. Lors de la précédente session parlementaire à la Chambre basse, près de 120 députés ont singé la motion en question pour cause de "mauvaise gestion et manque de transparence". *L'épisode des "affaires internes" de l'Assemblée nationale a laissé une fracture entre Jean Lahiniriko et le TIM, voire le régime en général*. (D'après L'Express du 12/12/05)

Révision du code électoral : l'opposition pose une condition : la déclaration du FFKM à l'issue de son comité central des 2 et 3 décembre sur la nécessité de réviser l'actuel code électoral a été en général accueillie avec un «ouf de soulagement» par la classe politique et les observateurs. Plus d'un savent que l'actuel code électoral a été à l'origine de la crise post-électorale de 2002. Le KMF/CNOE, l'un des organismes spécialisés dans l'observation des élections, a déjà salué les quatre chefs d'églises du FFKM pour leur prise de responsabilité. *Reste à savoir l'avis du TIM, qui représente la majorité à l'Assemblée nationale*, car sans son accord, ce code électoral remanié du FFKM ne passera pas à l'hémicycle. Les 3FN ont clarifié leur position face à cette déclaration du FFKM : "C'est une bonne chose. Mais ce sera peine perdue si le TIM n'y adhère pas !", a souligné Voninahitsy Jean Eugène pour dire que des lois ont été déjà proposées par l'opposition à l'Assemblée nationale, mais rejetées par la majorité. *Pour les 3FN, c'est simple : Il faut d'abord mettre en place la Transition et régulariser tout après*. (D'après Tribune du 12/12/05)

CNE : 400 millions Ar pour les élections. Le Conseil national Electoral (CNE) entame ses travaux en vue de la préparation des futures élections. Selon le ministre de l'intérieur, le Gal Charles Rabemananjara, le CNE dispose d'un budget de 400 millions Ar pour ses activités. Le conseil ayant déjà ses antennes dans les provinces peut donc travailler avec un certain élan. (D'après Midi du 20/12/05)

Scrutins en série - Le ministre de l'Intérieur Charles Rabemananjara donne le ton d'un marathon électoral. L'année 2006 sera électorale. Elle devra donner *le coup d'envoi à 5 scrutins*, en l'espace de 2 ans. "Tous les yeux des observateurs seront braqués sur nous en 2006. C'est l'année de tous les travaux préparatoires pour des scrutins justes, équitables et légaux", prévient le ministre. L'ancien directeur de cabinet militaire de la présidence aura entre ses mains, même en partie, l'avenir politique du pays. En principe, *les scrutins présidentiels* doivent ouvrir le bal. Si l'on se tient aux déclarations du premier ministre Jacques Sylla, le rendez-vous est fixé à *"fin 2006 - début 2007"*. Quatre autres échéances électorales toucheront également à leur fin d'ici deux-trois ans. Le Sénat, les conseils provinciaux, les régions et les chefs de région à leur tête, ainsi que l'Assemblée nationale devront également être renouvelés. *Le premier obstacle se dressant face au général Charles Rabemananjara est politique. En parallèle à l'organisation des scrutins, l'opposition au sein des 3FN fait tout pour mettre en place une transition au détriment de toute élection.* (D'après L'Express du 28/12/05)

Maintenir le même Code électoral mais garantir la légalité ? Le Gal Charles Rabemananjara s'est engagé à tout entreprendre pour la tenue des élections dans la légalité. Et comme les tenants du régime, le ministre ne s'est pas, par contre, prononcé sur les demandes de révision du Code électoral. Le président national du TIM et vice-président de l'Assemblée nationale, Razoarimihaja Solofonantenaina, s'est déjà exprimé sur la question en affirmant que l'actuel code électoral (adopté alors que les députés TIM n'existaient pas encore) ne pose aucun problème à la majorité. Dans cette suite logique, *on s'achemine donc vers le maintien de l'actuel code* malgré les propositions émises ici et là dont celle du FFKM. Si tel est le cas, le ministère de l'Intérieur serait *prêt à en garantir la légalité sur tout le territoire.*

1.1.2 Gouvernement & Parlement

Le général Soja, ministre de l'Intérieur, limogé - Ravalomanana exige plus de fermeté. Le général de corps d'armée Charles Rabemananjara succède au général Soja. Le ton est au durcissement. Dans le contexte politique actuel, le président Marc Ravalomanana annonce la couleur. Le changement à la tête du ministère de l'Intérieur et de la réforme administrative (MIRA) est un signe annonciateur. La principale mission assignée au nouveau ministre est on ne peut plus clair : *veiller à la sécurité.* Le chef de l'Etat place *un de ses proches collaborateurs à ce poste sensible.* Le général de corps d'armée Charles Rabemananjara était le directeur de cabinet militaire de la présidence avant sa nomination. Le Président Marc Ravalomanana a fourni quelques explications autour du mini-remaniement : *"Il faut sécuriser la Nation et ramener la paix. Il faut consolider la lutte contre le terrorisme et contre ceux qui ne savent pas bien se tenir. Il y a ceux qui ne cessent de provoquer et ne respectent pas la loi en vigueur"*, lance le chef de l'Etat. Le général Charles Rabemananjara dispose de diplômes sur la gestion de crise majeure, négociations et médiations, et le maintien de la paix. A entendre le discours du chef de l'Etat, *le ton n'est pas à l'apaisement entre le gouvernement et l'opposition.* "Le temps de tergiversation est révolu. *Je n'ai plus l'intention de répondre à ceux qui ne veulent pas le développement"*. Ce départ intervient après l'arrestation le 20 novembre d'un homme armé d'un pistolet dans un temple luthérien de la banlieue d'Antananarivo où

le président assistait à l'office. Il n'est toujours pas établi officiellement si l'individu projetait de tenter d'assassiner ou non le chef de l'Etat. (D'après L'Express et AFP du 28/11/05)

Sénat - Le Leader-Fanilo dépose son texte sur la Haute Cour de Justice. Le parti dirigé par Manassé Esoavelomandroso veut ainsi *tester la volonté politique du gouvernement dans sa lutte contre la corruption*. Le texte proposé s'inspire du projet concocté par des juristes de l'Administration mais qui a été mis au placard. *La HCJ fait partie de l'un des chaînons manquants des institutions prévues par la Constitution*. Elle est *habilitée à juger les chefs d'institutions et les membres du gouvernement*. Depuis plusieurs années, la mise en place de la cour devient *un serpent de mer pour les régimes successifs* parfois même un instrument politique. Pour *“corriger un système de deux poids deux mesures”*, le Leader-Fanilo souhaite *“pallier la défaillance judiciaire actuelle”*. Du coup, le parti court-circuite l'initiative gouvernementale. Le sénateur Reboza Cyrille estime *“guère convaincante”* l'explication de Lala Ratsiharovalala, ministre de la Justice, pour la non-soumission du texte maintenant. Cette formation politique veut pousser le gouvernement jusqu'au bout de sa logique. *“Les tenants du régime ont toujours clamé sa volonté de lutter contre la corruption. Si le gouvernement accorde des marges de manœuvre au CSLC et du BIANCO, il devrait faire autant avec la HCJ”*. (D'après L'Express du 29/11/05)

La Cour Pénale Internationale à l'ordre du jour de l'Assemblée : le processus de ratification par Madagascar du Statut de Rome est en bonne voie. Et ce, conformément à la déclaration du ministre de la Justice, Lala Ratsiharovalala qui avait fait part de *la volonté du gouvernement malgache de soumettre à la prochaine session de l'Assemblée nationale*, le projet de loi autorisant la ratification du Traité sur la Cour Pénale Internationale (CPI). A l'allure où vont les choses, Madagascar sera alors le 101^{ème} pays à adhérer à « la CPI qui est *« la concrétisation du principe d'universalité de la Justice »*, pour reprendre les propos de Patrice de Charrette, chef de la mission d'Appui à l'Etat de droit auprès de l'Union Européenne. La ratification du Statut de Rome par la Grande Ile, donnera aux magistrats malgaches, l'opportunité de postuler à siéger au sein de la CPI dont le mandat des membres actuels arrive à expiration. (D'après Midi du 10/12/05)

Jean Lahiniriko, président de l'Assemblée, tient un discours d'opposant à Toliara. Son discours, pour le moins incendiaire, frise celui d'un opposant. La démarche s'apparente également à déterrer, d'une manière officielle, la hache de guerre avec le TIM. Ses remarques n'ont pas été tendres envers l'Exécutif. Dans sa démarche, Jean Lahiniriko joue à fond la *fibre régionale de la population*. La démarche du président de l'Assemblée nationale est tout sauf une surprise. Jean Lahiniriko *n'a pas digéré la motion de destitution lancée contre lui et le bureau permanent par son propre camp*. A l'époque, il n'a pas caché son amertume sur l'*“hypocrisie”* au sein du TIM. Depuis, le président de la Chambre basse multiplie les gestes pour se démarquer du pouvoir. Jouant à merveille le rôle de victime, Jean Lahiniriko *se positionne comme un adversaire en puissance des tenants du régime*. *“Pour la mort ou la Nation, on vaincra”*, lance le trésorier de l'Eglise luthérienne. Pour l'instant, le TIM, dont Jean Lahiniriko est issu, n'a pas réagi. Il est vrai que la position de ce dernier, en tant que chef de la troisième institution de l'Etat, donne du fil à retordre au parti dirigé par Solofonantenaina Razoarimihaja. Mais l'on s'attend aux répliques de ce dernier d'ici peu. Il y a va de la *“stabilité du régime”*. (D'après L'Express du 10/12/05)

Lahiniriko Jean : un président sans majorité ! En montrant son véritable visage, le président de l'Assemblée nationale, Jean Lahiniriko, *a rendu de facto effective sa démission du parti TIM*. A l'époque où une motion a été brandie contre lui, initiée par le Comité pour le Redressement de l'image de l'Assemblée nationale, Jean Lahiniriko avait déjà annoncé un tel

retrait, dénonçant ainsi « *l'hypocrisie* » de ses compagnons de route. *Jean Lahiniriko a été parmi les proches de l'ancien régime à être « repêchés » par le pouvoir actuel.* Nommé ministre des Travaux publics des premiers gouvernements Sylla, Jean Lahiniriko fut l'un des militants TIM de la province de Toliara. C'est dire qu'il devait son ascension fulgurante et surprise à la tête de l'Assemblée nationale à la majorité actuelle. Avec la motion de destitution dont il faisait l'objet, le président de la Chambre basse *a vite conquis les élus de l'opposition* par un tour de passe-passe politique incompréhensible, lesquels *sont devenus, comme il fallait s'y attendre, ses alliés.* En montrant, dernièrement à Toliara, ses véritables pensées, *Jean Lahiniriko est désormais devenu un Président sans majorité.* (D'après Midi du 14/12/05)

1.1.3 Majorité, « mouvance présidentielle »

Majorité TIM à l'Assemblée : quand les intérêts s'opposent ! La majorité TIM à l'Assemblée se trouve plus que jamais *en crise à quelques mois de l'élection présidentielle.* Certains députés de ce parti présidentiel osent même tenir tête aux consignes de leurs supérieurs politiques. La raison en est que les membres de cette majorité, bien qu'ils aient été tous élus sous la même étiquette (TIM), défendent des intérêts différents, voire opposés. Il y a *ceux qui ont des intérêts purement politiques à protéger vu leur statut de hauts responsables au sein du parti.* Ce sont les membres du bureau politique et certains responsables du parti au niveau régional siégeant à l'Assemblée nationale. La *deuxième catégorie* des députés formant cette majorité à l'Assemblée nationale regroupe ceux qui *défendent les intérêts de leurs circonscriptions.* La plupart de ces députés sont des fonctionnaires (enseignants, médecins...). Ce sont des simples députés qui ne sont ni membres du bureau politique du TIM ni proches du président de la République. Ce sont ces députés qui ont vainement milité pour le retour du CLD (Comité Local de Développement). Ils sont *actuellement en froid avec le régime car leur vœu n'a pas été exaucé. Dans la dernière catégorie se trouvent les députés qui sont à la fois opérateurs économiques.* Ils s'en fichent de l'intérêt du régime dont ils font partie, et de celui de leur circonscription car avec leur "propre" argent, ils espèrent toujours gagner les élections. En fait, si ces députés font de la politique, *c'est uniquement pour que leur "business" marche bien.* Malheureusement, ce n'est pas actuellement le cas. Ces député-opérateurs sont déçus car le régime en place ne leur permet pas de "s'enrichir" rapidement à l'instar des députés-opérateurs AREMA du temps de Didier Ratsiraka. "Au contraire, tout est bloqué. Seules les affaires du président de la République marchent actuellement !", déplore l'un de ces députés. (D'après Tribune du 28/11/05)

1.1.4 Opposition : « transition », meeting dans les provinces et dans la capitale, propos « tribalistes »

Congrès de l'AKFM : pour ce parti, l'unique solution reste la « transition ». Toutefois, les paramètres environnant cette mesure n'ont pas encore été définis. « *Ce qui est urgent, pour l'instant, c'est la mise en place de cette transition passant à la 4ème République. Une transition à laquelle toutes les classes politiques sans exception, seront intégrées, pour ou contre le pouvoir actuel. C'est la seule entité qui tranchera des solutions dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et établira les règles de base pour les prochaines élections. D'ailleurs, une transition ne coûtera pas cher au pays, étant donné que l'objectif est juste de réformer et d'aplanir les différends, car reconnaissons-le, Ravalomanana n'est pas un président de droit, mais un président de fait.* » (D'après Les Nouvelles du 02/11/05)

La seule et unique issue, pour ce parti est de mettre en place un gouvernement de transition. A charge à ce gouvernement d'organiser les élections présidentielles et législatives. Dans le

cas contraire, le pire est à craindre, a présagé cette formation politique vieille d'une quarantaine d'années. *Le pouvoir est miné par ses dissensions internes*. La rupture est effective entre le président de la République et l'homme au perchoir Lahiniriko Jean. La candidature de ce dernier à la présidentielle se précise. Par ailleurs, le parti majoritaire TIM commence à se fissurer. *Les alliés du TIM commencent à quitter le bateau*. La mouvance présidentielle semble être atteinte par cette hémorragie. (D'après Tribune du 28/12/05)

Ratsimba Georges Sylvain, Président du GASEDBG (Groupe d'Appui et de Soutien de l'Etat de Droit et de Bonne Gouvernance) : « *Non à la transition et à la folie meurtrière d'une opposition irresponsable* ». « *L'opposition prépare un coup d'Etat ! Leur projet arrogant d'effectuer un forcing politique dans la capitale malgache n'est qu'une simple campagne de "préparation psychologique"*. Diverses rumeurs répandues dans la capitale confirment leur complot : *provoquer des troubles sanglants et un désordre social total ! Et c'est précisément alors, que certains gros bonnets de l'Armée (en activité ou retraités), par le jeu des circonstances, apparaîtraient comme médiateurs et/ou arbitres... ce ne serait pas la première fois dans l'histoire du pays. S'y étant déjà apprêtés, et sous prétexte d' "éviter l'effondrement du pays" et pour "état de nécessité", ils usurperont le pouvoir pour permettre à untel de s'assurer la direction du pays. Aux pseudo-politiciens de l'opposition je dis : l'heure est au changement de votre pratique politique... Débarrassez-vous de l'ouragan ethnique qui hante votre horizon jour et nuit. Ne confondez jamais la "démocratie tribale" ou votre très cher "tribalisme démocratique" ! Ayez le courage d'attendre les élections de 2007... » (D'après Le Quotidien du 14/12/05)*

Des réservistes à faire basculer dans l'opposition : l'opposition véhicule actuellement l'idée que *la chute du régime de Marc Ravalomanana aura lieu avant la fin de l'année*, et à partir de cette hypothèse très hasardeuse, les actions que cette dernière mène s'expliquent d'elles-mêmes. Actuellement, il est évident que *l'Armée, régulière ou réserviste, est la prochaine force que l'opposition souhaite enrôler*, et des travaux de couloir sont menés dans ce sens, depuis quelque temps. Il y aurait actuellement des *pseudo-réservistes qui se déclarent contre le pouvoir*, et qui suivent déjà le mouvement de l'opposition. Les membres de l'association qui regroupe les réservistes, le FINIFIMPEVA, ayant participé à la pacification durant la crise de 2002, se sont levés pour démentir pareille affirmation et ont déclaré que de tels éléments sont des *imposteurs*. « *Ce que nous avons défendu pendant la crise de 2002 nous tient à cœur et nous respectons toujours le choix de la population aux dernières élections* », ont ainsi martelé les représentants de cette association. N'empêche, les revendications de ces réservistes se rapportant aux primes de risque et au droit de fanion, ainsi qu'au pécule, sont toujours d'actualité. (D'après Midi du 08/11/05)

Certains réservistes pour la neutralité politique : Gérard Razafimahefa ancien réserviste pendant la crise de 2002, est outragé par le fait que ce statut est utilisé par « *certaines personnes* » à leur profit. Le réserviste est neutre et ne doit servir que la cause de la nation. Si certaines personnes veulent s'engager dans un meeting à caractère politique, qu'elles n'agissent pas au nom des réservistes mais en leur propre nom. Il ajoute que les agissements de certains individus font honte à *ce corps qui a joué un rôle important dans la vie de la nation*. Pour lui, en effet, même si les réservistes ont été appelés par le Président en avril 2002, ils n'ont fait que défendre le choix du peuple et le délivrer. Sans eux, la crise de 2002 n'aurait pas eu de dénouement positif. Il y aurait ingérence de la part des étrangers dans la vie de la nation à travers les « *casques bleues* ». *Les réservistes ont légalement et officiellement cessé leurs activités le 31 décembre 2003*. Mais leur *situation a suscité la polémique* notamment avec les révélations sur le *débordement de certains pendant la crise de 2002*. L'affaire de « *la somme détournée* » qui devait leur servir d'indemnité est vue par les

observateurs comme la cause de la rébellion de certains d'entre eux. (D'après *Les Nouvelles* du 16/12/05)

Echauffourées à Antsiranana - Le sénateur Vaovao Benjamin blessé par une grenade : après Toliara, des grenades ont aussi explosé à Antsiranana, lors du meeting des 3FN. Malgré la dédramatisation du bilan des échauffourées, la tendance, violente, que prend le mouvement de l'opposition face à la position inflexible du gouvernement, inquiète. *La logique d'un affrontement semble faire son chemin.* L'opposition compte dans ses rangs 4 personnes "légèrement" blessées dont le sénateur Vaovao Benjamin et une ancienne députée. "L'opposition a commis un forcing pour tenir un meeting sur un endroit non-autorisé", affirme le chef de région. Les dirigeants des 3FN ne nient pas les faits et mettent cet "incident" sur le compte de "quelques éléments incontrôlés". Malgré ces appels apaisants, **les deux prochains rendez-vous de l'opposition, à Fianarantsoa le 5 novembre et à Antananarivo le 13 novembre, s'annoncent explosifs.** (D'après *L'Express* du 02/11/05)

Richard Andriamanjato préconise le dialogue à la place des grenades : le co-président du Conseil national d'orientation et de suivie des résolutions de la conférence nationale indique : «L'affrontement d'Antsiranana ne devait pas avoir lieu. Il aurait fallu donner place au dialogue et à la tolérance réciproque. Débattre et dialoguer auraient été mieux au lieu de lancer des grenades ». **Pour le président du TIM,** « Certaines personnes demandent une autorisation en promettant de faire un attroupement pacifique. **Malheureusement, ils agissent autrement après l'avoir eue.** Une fois que la situation dégénère, on s'accuse. Si l'on se réfère aux revendications de transition de ces derniers mois, force est de constater que **l'opposition n'offre aucune perspective ni solution durable** pour développer la nation. **Excitation provocation incitation à la désobéissance** ont été au centre des stratégies de cette opposition. Et je ne vois pas vraiment leur programme si non de retarder davantage la marche de la majorité de la population vers le progrès. **Devons-nous voir s'évaporer ou suspendre les financements des bailleurs de fonds** et devons-nous aller à la recherche des financements parallèles. Devons-nous perdre encore la confiance de la communauté internationale ? » (D'après *Tribune* et *L'Express* du 03/11/05)

Affrontements à Antsiranana : désaccord au sein du TIM : une partie des responsables du parti présidentiel trouve que **le bureau politique du TIM a commis une grave erreur politique** en organisant parallèlement au meeting des 3FN une cérémonie de rentrée solennelle des écoles, bien sécurisée par des éléments des forces de l'ordre. «Il n'y aurait pas eu ces affrontements si on n'a pas organisé cette festivité», a-t-il martelé. Il s'agit d'une opération purement politique. La présence des hommes en treillis, armés jusqu'aux dents qui ont quadrillé la place pour sécuriser les élèves en fête a provoqué les 3FN qui n'ont pu réunir devant l'hôtel de Ville qu'environ 300 personnes. (D'après *Tribune* du 04/11/05)

La rencontre des 3 FN avec la population de Fianarantsoa s'est tenue sans heurts. « L'assistance aurait été nettement plus nombreuse si les forces de l'ordre n'avaient pas quadrillé le site jusqu'au début du meeting », estime Voninahitsy Jean Eugène. (D'après *Midi* du 07/11/05)

La commune d'Antananarivo oppose un veto au meeting de l'opposition : elle lance une menace à peine voilée contre une éventuelle manifestation de l'opposition dans la capitale. L'opposition y voit déjà une "entrave" de la part du régime dans le "respect de la démocratie". "La commune ne cautionne pas une manifestation qui "sent" la violence", met en garde Razafimanantena Edouard, adjoint au maire. Il se fonde sur les "expériences des meetings de l'opposition en province" pour justifier son appréhension. (D'après *L'Express* du 07/11/05)

Projet de meeting de l'opposition dans la capitale - Les 3FN haussent le ton face à l'hésitation de la Mairie : les « 3FN "ne digèrent pas" la déclaration émanant d'un responsable municipal. A quelques jours de leur rencontre avec la population de la capitale, certains opposants sont allés jusqu'à soupçonner un "*parfum tribaliste*" dans la démarche des autorités. "C'est inadmissible. On nous accuse maintenant de semer le trouble puisqu'on aborde Antananarivo, la capitale de Madagascar. La ville appartient à tous les Malgaches et non à quelques têtes", ne manque pas de décrier un organisateur, qui déclare : « nous disposons de renseignements qui font état d'un **recrutement de mercenaires** pour perturber notre meeting dans la capitale". L'expérience montre la **difficulté qu'a l'opposition à s'imposer dans la capitale** depuis l'ère Ravalomanana. (D'après L'Express du 08/11/05)

Projet de meeting de l'opposition à Antananarivo - Les 3FN optent pour une grève générale : la troïka de l'opposition "*change de style*". La manifestation du **17 décembre** sur la Place du 13 Mai devrait donner une nouvelle dimension au mouvement des 3FN. L'objectif reste le même : la mise en place de la transition. "*Le meeting sera pacifique. Il n'y aura pas de discours. Nous lançons un appel à tous les laisser-pour-comptes de ce régime d'exprimer leur sentiment. Leur simple présence sur la Place du 13 Mai suffit à faire savoir leur avis*", dévoile le député Voninahitsy. Le meeting dans la capitale vise à une démonstration de force. "*Le gouvernement ne survit plus que grâce au seul marketing politique et la répression sous toutes les formes qui marquent la présence du régime* ». **L'opposition joue, même en partie, son avenir politique après deux tentatives "ratées"**, si l'on se réfère à la déclaration du Premier ministre. Les 3FN n'écartent pas pour autant toute idée d'une manifestation en continue sur la Place du 13 Mai pour forcer la main du gouvernement. Après avoir choisi les "*rapports parlementaires*", le CRN, le RFN et la SPDUN, proposent donc une nouvelle problématique au gouvernement et **pousse ce dernier à la faute**. "*On verra si l'Exécutif respecte l'Etat de droit ou non. Le geste des tenants du régime pendant ce rendez-vous influera sur leur relation avec les bailleurs de fonds*", lance José Rakotomavo. (D'après L'Express du 10/12/05)

Les expériences montrent que tout mouvement réussi dans la capitale entraîne un effet domino sur tout le territoire. L'inverse est également vrai. Si l'opposition réussissait son coup, elle disposerait d'une carte supplémentaire et se trouverait en position de force pour négocier avec le gouvernement. Si ce ne n'est pas le cas, ce sera la "*fin assurée du mouvement*", admet un membre actif du CRN. (D'après L'Express du 08/12/05)

D'après L'AMF/3FM, Les "mercenaires" politiques tenteront le tout pour le tout : l'Amf/3Fm du Révérend Andrianalijohn Andriamanampy fait sans nul doute allusion à la manifestation que l'opposition prépare ce 17 décembre. Et ce politicien, qui a traversé tous les régimes, de déplorer que les initiateurs de cette manifestation sacrifient des individus payés pour faire la sale besogne à leur place. (D'après Le Quotidien du 16/12/05)

Les opposants refoulés par la population d'Antananarivo. La marche silencieuse organisée par l'opposition des « 3FN » sur la place du 13 Mai s'est soldée par un échec. La population a chassé les leaders des 3FN venus sur les lieux. L'ancien chef d'Etat Zafy Albert, les sénateurs Ramasy Adolphe et Robert Razaka, les députés Faharo, Saina Michel et Tabera Randriamanantsoa, l'avocat Willy Razafinjatovo, Daniel Ramaromisa, tous ont été hués par la population dès leur arrivée sur la place du 13 mai. Deux gardes du corps de l'ancien président Zafy Albert ont été blessés. L'opposition portera plainte contre X pour coups et blessures volontaires. **C'est la quatrième fois depuis l'avènement de Marc Ravalomanana que les manifestations de l'opposition dans la capitale malgache sont vouées à l'échec.** (D'après DTS du 18/12/05)

L'unité nationale en danger ? À première vue, ces barrages humains érigés à l'encontre des opposants ne semblaient pas spontanés, car *des « meneurs » ont été remarqués dans la foule*. Certaines rumeurs de « *bandes organisées* » ayant même circulé sur les lieux. Auxquels se sont aussi mêlés des forces en tenue civile. Erreur de stratégie ou défaut d'appréciation, ce qui s'est passé sur la place du 13 mai a suscité chez les observateurs une *Crainte de ce qui va suivre*. Car cela pourrait *dégénérer en conflit ethnique* et avoir des impacts et proportions exagérées dans les provinces. La « *mêlée* » risque de *réveiller le vieux démon du tribalisme* et ou à la limite, de faire resurgir la « *cause côtière* » "Ce n'est que partie remise. Nous y organiserons à nouveau une autre manifestation", promet ou menace le sénateur Ramasy Adolphe. Ces incidents soulignent que dirigeants et opposants s'installent dans la *logique d'affrontement*. Ils traduisent l'incapacité d'une certaine frange de la classe politique, toutes tendances confondues, à supporter un débat où seules les idées entrent en confrontation. (D'après Midi et L'Express du 19/12/05)

Propos tribalistes : même s'il est hasardeux d'affirmer que ces drames ont été commandités en haut lieu, force est de constater que ces opérations de chasse et d'assaut ont été perpétrées par une bande organisée avec une consigne précise. Un autre fait qui a bouleversé ceux qui étaient présents sur place, c'est de voir les éléments de cette troupe de choc préférer des propos tribalistes à l'endroit de leurs cibles. Tous ces drames se sont déroulés sous les yeux des forces de l'ordre sans que ceux-ci prennent leurs responsabilités. Il y a eu non assistance à personnes en danger. C'est la honte. Par ses bourdes, ses actes irréfléchis et ses incohérences, ce régime prépare le lit de la guerre ethnique. Et apparemment, ces amateurs qui nous gouvernent n'ont pas conscience de ce *lent glissement vers l'abîme*. Pourtant, une étincelle pourrait faire sauter la poudrière (D'après Tribune et la Gazette du 19/12/05)

S'il faut une réconciliation nationale, c'est entre le peuple et les députés de l'opposition qu'elle paraît nécessaire et la plus urgente. La preuve en a été apportée sur cette Place du 13 Mai tant convoitée, quand il a fallu que des élus du peuple soient protégés par les forces de l'ordre de la vindicte des marchands présents, peu disposés à voir leur "*bazar de Noël*" perturbé par des manifestants. Les électeurs d'Antananarivo, sinistrés économiques du moment comme tant d'autres, ont paradoxalement très largement contribué, il y a une dizaine d'années, et beaucoup plus que ceux des autres provinces périphériques, à porter au pouvoir les opposants d'aujourd'hui et que, de toute évidence, ils n'en gardent pas un bon souvenir... (D'après Les Nouvelles du 19/12/05)

Meeting de l'opposition - Course à la récupération : les événements de la Place du 13 Mai sont, pour l'opposition, une occasion supplémentaire pour étayer sa thèse de *l'imminence d'une guerre civile*. Après les agressions dont ils ont été victimes, les dirigeants des 3FN font état d'une *effervescence dans les provinces*. Une agitation telle que les appels au calme semblent désormais devenus un de leurs leitmotiv. "*Le plus important, maintenant, c'est de tempérer les réactions des populations des provinces*", lance Tabera Randriamanantsoa. Craignant que certaines personnes ne profitent des événements pour attiser une guerre civile, Jean Lahiniriko a également lancé un appel au calme. Le premier ministre Jacques Sylla a parlé de *provocation*. Le président du groupe parlementaire TIM a rappelé les propos des contre-manifestants. "*Ils étaient sur la Place du 13 Mai pour défendre le régime et pour faire respecter les échéances électorales normales*". (D'après L'Express du 19/12/05)

D'où vient l'argent ? Le patron du parti VVSV, Daniel Ramaromisa, ancien ministre des Transports, s'interroge sur l'origine des fonds pour payer les «*milices*» qui ont agressé les leaders de l'opposition. Et d'affirmer qu'ils ont reçu chacun une somme de 25.000 Ar. D'où vient cet argent ? s'interroge-t-il. L'ouverture d'enquête, annoncée par le secrétaire d'Etat

chargé de la Sécurité publique déterminera si le lynchage des dirigeants de l'opposition a été commandité ou un simple mouvement de masse. (D'après Tribune du 20/12/05)

L'association Jerm contre la violence : l'unité nationale est devenue un sujet de discussion majeure suite à la « *marche pacifique* » avortée du « 3FN ». Les étudiants universitaires regroupés au sein de l'association Jeunes étudiants regroupés de Madagascar ou JERM, ont pris position face à ces événements. Selon eux, *l'unité nationale est menacée* à trois niveaux. Sur le plan social, les propos tribaux menacent nos relations au point de déclencher une *guerre ethnique*. Sur le plan administratif, les responsables étatiques semblent minimiser la teneur de cette manifestation il n'est *pas admissible de « corriger » publiquement les élus peuple* même s'ils sont minoritaires. Sur le plan économique, avec pareille attitude, nous risquons, de *rompre les ponts avec nos partenaires étrangers*. Les journaux de la RFI de ce week-end ne peuvent pas être sans échos sur le monde. L'environnement de l'investissement est donc encore une fois remis en question. (D'après Les Nouvelles du 20/12/05)

Le gouvernement condamne la violence : Jacques Sylla, a exprimé une vive condamnation de toute forme de violence dans la pratique politique à Madagascar. Interpellé par des sénateurs de l'opposition, il a tenu à apporter des précisions. Pour la énième fois, les opposants ont été en effet lynchés par un groupe de jeunes en tentant de tenir, par forcing, un meeting dans la capitale. *Certains leaders de partis de l'opposition ont dû être escortés par les forces de l'ordre pour échapper à la furie de la foule*. Dans le même temps, Jacques Sylla condamne les velléités des partis de l'opposition à organiser des rassemblements publics illégaux, sans autorisation préalable de l'administration. *C'est la première fois que le gouvernement exprime ainsi une condamnation formelle de la violence à l'égard des membres de l'opposition*. Lesquels ne sont pas non plus à l'abri des reproches des autorités publiques pour leur « forcing » habituel. (D'après Matera du 20/12/05)

Divorce consommé entre Alain Ramaroson et les 3 FN : malgré les déclarations de l'intéressé sur son appartenance à ce mouvement de l'opposition en tant que simple membre de la SPDUN, il est évident que les rumeurs sur les divergences d'opinions ont fini par éclater au grand jour, et ont abouti à cette *décision de démettre Alain Ramaroson de ses fonctions de premier responsable du CNRR* ou comité national pour la réalisation des résolutions (de la conférence nationale). Ainsi, il aura plus de temps à consacrer à la «révolution orange» initiée par son parti, a-t-il déclaré comme pour se justifier de cette mise à l'écart, mais aussi, beaucoup plus de temps pour préparer le rassemblement de l'opposition dans la capitale, rassemblement dont la tenue est inéluctable, ne serait-ce que pour mettre la population d'Antananarivo sur le même pied d'égalité que celles des 5 chefs-lieux de provinces. *L'image de l'opposition en sort fragilisée*. Comment ne pas penser à des affrontements internes plus graves dans l'éventualité de son accession aux destinées du pays, déjà qu'elle n'a pas pu trouver un terrain d'entente à ce stade de son existence. (D'après Tribune du 03/12/05)

Crise politique : les forces de l'ordre choyées : la situation semble explosive tant dans la capitale que dans les provinces. L'arrestation du député Voninahitsy et l'affrontement sur la place du 13 mai, ont mis de l'huile sur le feu. Le pays est au bord de l'affrontement. Les forces de l'ordre, composées des militaires et des gendarmes ont eu un traitement de faveur. Leurs indemnités de risque seront augmentées de 33. Certains observateurs critiquent cette politique salariale à deux vitesses. Pour eux, elle témoigne de la tendance à une militarisation de la gestion des affaires de l'Etat. Tout laisse penser que la situation sera de plus en plus tendue et que l'utilisation des forces, voire des armes, se profile à l'horizon. (D'après Tribune du 19/12/05)

Ferdinand Razakarimanana, ancien président de la délégation spéciale (PDS) d'Antananarivo, craint l'éclatement d'une guerre tribale : *il a incité la population à "ne pas verser dans le piège érigé par des malintentionnés qui cherchent la guerre tribale entre les Malgaches. C'est la première fois qu'un tel acte se produit sur cette place. Je trouve honteux que des propos malveillants incitant à la guerre tribale puissent être ainsi proférés. Je condamne toute violence", exprime le général. La violence a eu lieu dans la capitale. Toutefois, il défend les tananariviens. "Quelques individus ont été mandatés pour faire obstacle à la manifestation de l'opposition. C'est pour dire que ce ne sont pas les Merina qui sont derrière de tels agissements", précise l'ancien responsable. Il a tenu à adresser d'avance ses remerciements au Secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité Publique. Et ce, pour la déclaration faite par ce dernier qui assurait qu'une enquête sera ouverte pour coups et blessures volontaires et que les auteurs seront appréhendés. (D'après Midi et L'Express du 21/12/05)*

Les 3FN décrètent une trêve : *la plate-forme, regroupée au sein des 3FN, a décidé d'observer une pause jusqu'au Nouvel an. L'échéance, même informelle, pour la transition avant la fin de l'année est donc mise entre parenthèses. (D'après L'Express du 22/12/05)*

Le député Marson Evariste craint une guerre civile suite aux événements qui se sont produits sur la Place 13 Mai : *«L'unité nationale est en danger !» Cette Unité nationale est menacée car d'une part, certaines entités et certains citoyens se sentent exclus de la gestion des affaires nationales et d'autre part, certaines régions ne bénéficient pas des actions de développement dont en profitent les autres. «Personne ne peut prétendre avoir la Capitale de Madagascar comme propriété exclusive » (D'après Tribune du 23/12/05)*

Déséquilibre ethnique : les alliés du TIM dénoncent. *Le pays est en danger. Ce n'est plus l'opposition qui le dit mais les alliés du TIM que sont l'AVI et le RPSD. Ces derniers parlent du péril qui pèse sur l'« unité nationale » que voulaient incarner les 3 partis qui faisaient front commun au lendemain de l'avènement de Marc Ravalomanana. Les alliés du TIM critiquent maintenant vertement le mode de gouvernance adopté au pays. Le Merina Laurent Ramarosaona de l'AVI dénonce les « déséquilibres régional, économique, culturel, social, politique » avant que le Côtier Marson Evariste enfonce le clou en crevant l'abcès sur le sujet très délicat de l'ethnisme que certains caractérisent aujourd'hui par la « Merinisation » de l'Etat ou l'exclusion des Côtiers, c'est selon. (D'après La Gazette du 23/12/05)*

Représailles tribalisées - dernier avertissement des natifs du Sud-est : *Des parlementaires et des personnalités issus des régions du Sud et du Sud-est de l'île élèvent leur voix après la brutalité dont certains natifs de ces localités ont été victimes, le 17 décembre. La question tribale pointe son nez. Le meeting avorté des 3FN sur la Place du 13 Mai continue de faire des vagues. Une partie de l'opposition, qui se réclament être des natifs des régions du Sud et du Sud Est, lance à la fois un "appel et un avertissement". Ils pointent du doigt "l'esprit qui règne en Imerina [Hautes Terres] et véhiculé par le régime". À force de toucher la fibre tribale, certains membres de l'opposition, bon gré mal gré, risquent d'ouvrir la boîte de Pandore. "Il est plus facile de mettre le feu sur le tribalisme mais il est difficile de s'en sortir", s'empressent de déclarer Jean Lahiniriko, président de l'Assemblée nationale, ainsi que les députés Marson Evariste et Alphonse Randrianambinina. (D'après L'Express du 27/12/05)*

Tribalisme. Le communiqué des élus du Sud-est révèle le jusqu'au-boutisme de l'opposition, à court de solutions. *Si l'opposition accuse le régime de « fouler au pied les dispositions constitutionnelles » dans ses discours quotidiens, voilà qu'elle aussi verse dans un tel « pêché ». On sait que le nettoyage ethnique et l'incitation à la haine tribale sont passibles*

de poursuites pénales, et figurent même parmi les crimes contre l'humanité, selon la charte des Nations Unies sur les droits de l'homme. Ainsi, *des ressortissants des Hautes Terres vivant en province, sont-ils prêts à déposer des plaintes* allant dans ce sens auprès des autorités compétentes. « *Et si, d'aventure, la Justice malgache ne peut être saisie, la Cour Pénale Internationale pourrait l'être, d'autant plus que nous venons récemment d'y ratifier notre adhésion* », font-ils remarquer. La Constitution malgache dispose que « *Les citoyens s'organisent librement sans autorisation préalable en associations ou partis politiques; sont toutefois interdits les associations ou partis politiques, qui mettent en cause l'unité de la Nation et ceux qui prônent le totalitarisme ou le ségrégationnisme à caractère ethnique, tribal ou confessionnel* ». (D'après Midi du 28/12/05)

Événement du 13 Mai : aucune arrestation pour l'instant. Malgré les promesses du secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité publique d'arrêter les auteurs des échauffourées du 17 décembre, force est de constater qu'aucune personne n'a été enquêtée et encore moins arrêtée par les forces de l'ordre. Visiblement, cette affaire connaîtra le sort des autres événements durant lesquels, les sbires du régime seraient mis en cause. A rappeler que l'ancien président de la délégation spéciale de la province d'Antananarivo Ferdinand Razakarimanana a réclamé l'arrestation, non seulement des auteurs de ces échauffourées *mais surtout des commanditaires*. Il n'a pas caché son inquiétude devant la dégradation de la vie politique à Madagascar. Pour lui, il s'agit *d'un piège pour pouvoir décréter un état de nécessité nationale afin de légiférer par voie d'ordonnance et de proroger le mandat présidentiel*. (D'après Tribune du 27/12/05)

Lettre de l'opposition au Président de la République- Les leaders des 3FN optent pour une nouvelle approche dans leur lutte et *réclament un gouvernement d'union*. Elle "suggère" la mise en place d'un "*dialogue national*" qui devrait déboucher sur une *période transitoire* durant laquelle un gouvernement d'union serait constitué. Ce gouvernement serait chargé de "*créer un environnement politique favorable au développement*". Il aurait également pour tâche *de préparer les élections* pour qu'elles soient "*transparentes et ne souffrant d'aucune contestation*". Mais le gouvernement a toujours considéré le schéma transitoire comme un "*retour en arrière*". (D'après L'Express du 29/12/05)

Retour à l'envoyeur par la Présidence : des critiques sur la forme ont été portées par les conseillers politiques du Président Ravalomanana sur la lettre qui lui a été adressée par le trio à la tête des 3FN. Trois raisons ont ainsi été soulevées par ce dernier pour justifier le « *retour à l'envoyeur* » de cette missive. D'abord, les trois signataires, en marquant « *Son excellence Marc Ravalomanana, Antananarivo* », en entête, *ne l'acceptent pas en tant que Président de la République* en n'y mentionnant pas son titre. Ce qu'ils considèrent comme un « *non-respect non seulement envers le Président, mais aussi envers le peuple malgache qui l'a élu* ». Ensuite, ils ont également relevé le fait que cette *lettre dite « ouverte » a été reçue à la Présidence après que toute la presse en ait pris connaissance*. Troisième argument, cette « *frange de l'opposition voudrait imposer la « démocratie de la minorité* ». (D'après Midi du 30/12/05)

Le conseiller politique du président, Mox Ramandimbilahatra : « *L'unité nationale ne sera jamais réduite en cendres. Les Malgaches ne sont pas des Africains. Le tribalisme est l'arme des faibles. Ainsi, ceux qui l'instiguent ne font que prolonger les pratiques françaises durant la colonisation. Alors que, depuis la nuit des temps, les Malgaches n'ont jamais versés dans le tribalisme* ». (D'après La Gazette du 30/12/05)

Il n'y aura pas de guerre tribale mais un risque de guerre civile : le président du parti MFM Rakotonirina Manandafy et conseiller spécial du président de la République, suite à la

dernière manifestation à la Place du 13 Mai et au dernier communiqué des natifs du Sud-est est intervenu pour souligner qu'il n'y aura pas une guerre d'origine ethnique dans le pays. ***Ce qui peut arriver est un affrontement dû à la mauvaise gestion des ressources minières.*** «Sur le plan historique, c'est du temps de la royauté que le tribalisme a existé. Mais depuis la colonisation jusqu'à ce jour, la formation des administrateurs et des cadres est devenue standard, répondant à la charte coloniale et par la suite républicaine. A cela s'ajoute la hausse des flux migratoires entre les régions. Deux faits qui ont fait presque disparaître ce phénomène sauf pour certains politiciens véreux. Toutefois, l'exploitation des ressources minières actuelles pourrait constituer un danger si elle n'est pas organisée car ***les exploitants miniers utilisent des politiciens pour leur compte et adoptent facilement le recours aux armes, une condition qui peut aboutir à une guerre civile***» a-t-il répliqué. (D'après Les Nouvelles du 29/12/05)

Attaques ciblées. Stratégie des opposants ou crise latente ? Les menaces proférées sont pour l'instant verbales. Une liste circule, selon le député AVI Laurent Ramarason, concoctées par ceux qui ont des griefs à la suite de l'incident de la place du 13 Mai. « *Nous avons déjà prédit ce qui allait arriver, car à force de bloquer le dialogue, on en arrive à l'extrême. Nous sommes dans une logique de confrontation, et non plus dans une logique politique* ». Laurent Ramarason avance que c'est le moment ou jamais pour le FFKM de se mettre sur le devant de la scène pour détendre l'atmosphère, et faire retomber la tension. « *2006, étant l'année de l'élection présidentielle, donc celle de tous les dangers, aussi, tout le monde a intérêt à apaiser le climat politique* » (D'après Midi et La Gazette du 30/12/05)

1.1.5 Arrestation de Voninahitsy Jean Eugène, député de l'opposition

Arrestation de l'opposant politique Voninahitsy Eugène : le député et homme politique a été arrêté par les forces, selon une source policière. Aucune information supplémentaire n'a été fournie par les autorités publiques durant les heures qui ont suivi l'arrestation. La première information non encore confirmée par des sources policière ou judiciaire fait état ***de l'entrée en contact et de paiement de numéraire par le député Voninahitsy des éléments de l'ancien corps des réservistes en vue du meeting de l'opposition le 17/12.*** L'arrestation serait liée à cette rémunération d'éléments pouvant éventuellement ***perturber l'ordre public.*** Le député Voninahitsy figurait en 2002 parmi les hommes politiques qui ont soutenu Marc Ravalomanana avant de basculer dans l'aile dure de l'opposition. Déjà opposant vers la fin de la présidence de Didier Ratsiraka, il a été déjà condamné et incarcéré pour émission de chèques sans provision. Une amnistie sous la présidence de Marc Ravalomanana à la fin de la crise politique de 2002 et à la suite de la défaite de Didier Ratsiraka lui a permis de revenir dans la vie politique. (D'après Matera du 14/12/05)

À trois jours de la manif qu'il organise sur la place du 13 Mai, le député de Maintirano est arrêté par la gendarmerie dans des conditions douteuses : d'après le communiqué de la gendarmerie, a été pris « ***en flagrant délit d'extorsion de fonds*** ». Le texte poursuit «*qu'une somme de 2 millions Ar a été prise avec le député Voninahitsy*». Le communiqué précise que le parlementaire aurait "obligé" son interlocuteur à lui verser la somme de 100 millions d'Ar en échange de ses services. Les services en question auraient consisté à résoudre les problèmes qu'un importateur malgache de voitures avait avec les services des douanes. « *L'agent douanier, son complice, a été appréhendé avec lui* ». L'opération a été menée sous la direction du procureur de la République à la suite d'une ***plainte qui lui a été adressée par un opérateur économique étranger.*** Trois de ses gardes du corps ont également été arrêtés. Pour la ministre de la Justice, si l'arrestation a pu se faire sans levée d'immunité parlementaire, c'est qu'il a dû y avoir des preuves du flagrant délit. Pour son avocat, Me Willy Razafinjatovo,

c'est un coup monté pour torpiller le meeting que l'opposition tiendra le 17 décembre sur la Place du 13 Mai, Voninahitsy Jean Eugène étant le premier responsable de cette rencontre avec la population de la Capitale en tant que président du CNRR. Tout laisse penser qu'il s'agit d'un coup monté pour faire couler de cet enfant terrible de l'opposition à quelques mois des présidentielles Pour rappel, Voninahitsy a déjà écopé d'une peine de prison en 2000 pour émissions de chèque sans provision. Les députés se plaisent à rappeler que cette affaire déclencha le début de la fin de l'ancien régime. D'autres croient que «*c'est une peau de banane jetée pour faire tomber Ravalomanana*». (D'après Midi, Tribune et L'Express et AMI du 15/12/05)

3FN : meeting maintenu malgré l'arrestation de Voninahitsy Jean Eugène (VJE) : le comité dirigeant des 3FN a décidé de maintenir le meeting programmé pour le 17 décembre sur la Place du 13 mai. VJE est le plus déterminé d'entre les dirigeants des 3FN, sur ce rassemblement qui est interdit par la mairie. Chez les autres leaders, c'est surtout le flottement et l'expectative. La «*mise à l'écart*» de VJE devrait donc les propulser en première ligne... Pour beaucoup, VJE a été *arrêté en raison de son rôle central dans la préparation du meeting*, considéré comme subversif par le régime. En tout cas, quel que soit le motif de l'arrestation, *l'étranger ne gardera de l'évènement que l'idée suivante : un leader de l'opposition a été arrêté à Madagascar*. (D'après La Gazette du 15/12/05)

Les députés « en grève » : pas de nouveaux projets de loi à traiter jusqu'à nouvel ordre. L'Assemblée nationale a reçu la ministre de la justice hier pour des explications *sur l'affaire Zakahely Boniface*. Et la ministre d'expliquer : «*L'affaire remonte à mars 2002. Le député Zakahely a été accusé de tentative de meurtre qui est un cas de flagrant délit qui justifie la levée de l'immunité parlementaire. Mais puisque cet acte s'est déroulé en mars 2002, son traitement ne passe pas par la Cour suprême, car la jurisprudence sur les affaires qui concernent les parlementaires n'a été publiée que le 1er mars 2002. C'est pourquoi le bureau permanent n'a pas été averti de cette affaire.*» Les 90 députés présents, sans distinction de tendance, ont fait part de leur indignation. Ils ont décidé d'un commun accord *qu'ils ne recevront plus aucun projet de loi du gouvernement jusqu'à ce que le député Zakahely soit acquitté et le député Voninahitsy libéré*. Ils ont même avancé la possibilité de *motion de censure* du gouvernement, ce qui pourrait être qualifié de cause déterminante pour dissoudre l'Assemblée. Les députés seront donc en grève jusqu'à ce que la ministre de la justice, Lala Ratsiharovala, décide du sort de leurs collègues. (D'après Les Nouvelles du 15/12/05)

La motion de censure se précise : les démêlés judiciaires des députés Voninahitsy Jean Eugène et de Zakahely Boniface virent à une guerre ouverte entre l'Assemblée nationale et le gouvernement. Sous la houlette de Jean Lahiniriko, président de la Chambre basse, l'assemblée s'apprête à répliquer d'*une manière concrète face aux arrestations abusives de parlementaires*, selon ses termes. La menace d'une procédure de motion de censure a été confirmée lors d'une *"séance plénière extraordinaire"* «*Si le gouvernement ne répond pas favorablement à la demande de la Chambre basse, dans un délai de trois jours*». Une pétition sera déclenchée dans l'objectif de contraindre Jacques Sylla à *limoger son ministre de la Justice*. La question qui se pose concerne *la position du TIM*, majoritaire à l'assemblée. Quelques élus sous la bannière du parti présidentiel se rangent derrière le président de l'Assemblée nationale. Ce baroud d'honneur *débouche sur une crise institutionnelle* et met à l'épreuve la stabilité institutionnelle, chère au chef de l'Etat. La crise qui couve pourrait être interprétée comme une *"cause déterminante"*, prévue par la Constitution, *menant à la dissolution de la troisième institution de l'Etat*. (D'après L'Express et Tribune du 16/12/05)

Apparemment, pour beaucoup, être représentants du peuple, c'est : s'en mettre plein les fouilles ; le seul et unique but en la matière. Déjà grassement payés par l'argent public, ce

n'est pas assez puisque l'on voit ces "gentlemen" exercer des activités plus ou moins légales, plus proche de la combine et de tous les vices, que de l'intérêt du peuple et de la vertu. Et pourtant, ça ne cesse continuellement de réclamer à cors et à cris d'autres avantages et d'autres émoluments ; l'esprit de corps est même retrouvé en pareille circonstance. (D'après Le Quotidien du 16/12/05)

Une affaire pénale comme les autres : en septembre 2003, un opérateur a eu des ennuis avec la douane dans une importation de farine. Il a contacté le Député de Maintirano qui pourrait "régler l'affaire" contre le paiement d'une somme de 100 millions Ar. L'opérateur a décidé de porter plainte, une plainte qu'il a déposée au Parquet le 28 novembre dernier. Instruction a été faite à la Police Judiciaire. D'où l'arrestation le 14 décembre du Député Voninahitsy par la gendarmerie nationale. Il sortait de l'Hôtel avec les 2 millions Ar représentant la première tranche de l'argent que l'opérateur devait lui payer. En langage de juriste, le parlementaire a été pris *en flagrant délit d'extorsion de fonds et de trafic d'influence*. La flagrance du délit enlève ipso facto son immunité parlementaire. Les observateurs s'interrogent : pourquoi cet important "mouvement de fonds" s'est déroulé dans un contexte où les opposants tentent de faire un forcing sur la Place du 13 Mai même sans autorisation des responsables concernés. Y-aurait-il un rapport avec ces rumeurs de *recrutement de mercenaires* pour semer coûte que coûte des troubles durant cette manifestation et justifier la nécessité de la mise en place d'un régime de transition prôné depuis toujours par l'opposition ? Voninahitsy Jean Eugène fait partie de ces *professionnels de la politique politicienne*. Il a nagé au gré des circonstances, tantôt avec le pouvoir en place, tantôt contre. Au temps de Didier Ratsiraka. (D'après Le Quotidien du 16/12/05)

Les gardes du corps battus et enchaînés : outre le député Voninahitsy Jean Eugène et le douanier, ses trois gardes du corps sont également interpellés et gardés à vue. Les trois gardes du corps de Voninahitsy ont été battus lors de leur arrestation. Blessés, ils ont reçu des soins d'urgence et des médicaments après avoir reçu la visite du médecin de la gendarmerie. Pire, les trois hommes sont menottés en permanence. (D'après Tribune du 16/12/05)

Coup monté ou pas dans cette nouvelle affaire d'extorsion de fonds ? Le caractère fougueux et l'affairisme connu du député de Maintirano, ainsi que son parcours politique atypique et folklorique, laissent à penser qu'il n'y a peut-être pas de fumée sans feu. Sans la presse, avec laquelle il entretient les meilleurs rapports en raison de son franc-parler et de son tempérament de "fonceur" que rien n'arrête une fois lancé, l'homme n'aurait sans doute jamais connu cette notoriété plus médiatique que politique. Et s'il a une conception très intéressée de la politique, comment lui en faire reproche puisqu'il n'est pas le seul ? (D'après Les Nouvelles du 16/12/05)

"J'ai été victime de ma générosité !" « lors du meeting des 3FN à Antsiranana, j'ai été contacté par cet importateur de véhicules et pièces de rechanges qui m'a supplié de lui venir en aide dans la mesure où il a été frappé d'une amende douanière de 200 millions Ar. Comme j'ai l'habitude d'être à l'écoute des gens, notamment des opérateurs économiques en difficulté avec l'Etat, j'ai accepté d'accéder à sa demande d'aide étant donné que le montant de l'amende était, à mes yeux, exorbitant. Je l'ai invité à formuler une demande écrite d'abattement, de l'ordre de 50% du montant de ladite amende, adressée au ministre des Finances. Une missive que j'ai remise personnellement à ce dernier. L'importateur a reçu par la suite une lettre du ministre Benjamin Radavidson Andriamparany lui signifiant son accord. Mais cette lettre indiquait que le reliquat devait être réglé avant le 31 décembre. Ce qui m'a amené à l'inviter de nouveau à formuler une autre demande pour qu'il n'ait à payer que les 30% du montant global de l'amende initiale. Ayant obtenu une nouvelle fois satisfaction, il m'a

proposé un cadeau à titre de remerciements. Une démarche que j'ai naturellement acceptée étant donné que celle-ci relève des pratiques traditionnelles et que j'ai besoin de moyens financiers pour mes activités politiques » (D'après La Gazette du 17/12/05)

Voninahitsy clame son innocence : *«Si j'ai accepté d'intervenir officiellement auprès du ministre des Finances pour le compte de cet homme, je ne lui ai pas proposé une somme d'argent. C'est cet homme qui, satisfait de mes services, m'a dit qu'il voulait sponsoriser l'opposition et il m'a donné ces 2.000.000 Ar. Il n'y a eu ni menaces ni violences pour contraindre cet homme à payer cette somme. Donc, il n'y a pas eu extorsions de fonds. Cet homme a déposé sa plainte le 28 novembre alors que je ne suis entré en premier contact avec le ministre des Finances dans le cadre de mon intervention que le 29 novembre. Il y a donc quelque chose qui ne colle pas » (D'après Tribune du 17/12/05)*

Les députés réclament le départ du ministre de la Justice : *une pétition signée par des députés a été déposée au bureau du Premier ministre, et demande le départ du ministre de la Justice Lala Ratsiharovala. Le ministre est désigné par ces députés comme la responsable de la condamnation judiciaire du député Boniface Zakahely à un emprisonnement avec sursis, de l'arrestation et la mise sous mandat de dépôt du député Eugène Voninahitsy. Des sources informées avancent que **le président de l'Assemblée nationale Jean Lahiniriko ferait partie des signataires de la pétition.** Rappelons qu'il a fait une sortie surprenante contre le régime, il y a un peu plus d'une semaine à Toliary. Il est pourtant dans le camp des pro-régimes. Ses récentes déclarations contre le pouvoir suscitent la colère de certains députés de la majorité présidentielle. Ils brandissent de nouveau la **menace de destitution du président de l'Assemblée.** (D'après Matera du 19/12/05)*

Le tribunal a prononcé une peine sévère contre VJE : *2 ans de prison ferme. 3 chefs d'inculpations ont été retenus contre VJE. Il a été relaxé au bénéfice de doute pour l'accusation d'extorsions de fonds et les menaces verbales. Il écope en revanche de 2 ans fermes assortis de 4 millions Ar de dommages et intérêts et 2 millions Ar d'amendes pour **l'accusation de trafic d'influence.** La décision du tribunal aura sans doute un impact grave pour l'avenir de l'accusé pourtant supposé être candidat à la course à la magistrature suprême. On peut s'attendre à ce que la tension entre le régime et l'opposition durcisse dans les jours qui viennent. Un même contexte s'est en effet produit en 2000 sous le régime de l'amiral. (D'après Midi et L'Express du 23/12/05)*

Ce qui gêne c'est que chaque fois que le couperet de la justice tombe sur le col du député de Maintirano, c'est quand il devient très actif et jusqu'au-boutiste sur le plan politique. Dans les deux cas, la concomitance de l'action politique de l'opposant n°1 et des poursuites judiciaires dont il est subitement l'objet ne peut que troubler les esprits les plus posés, et interpellé la communauté internationale sur une démocratie qui tolère les écarts crapuleux des hommes politiques tant qu'ils ne deviennent pas gênants ou embarrassants pour le pouvoir... Sur le plan strictement politique, en effet, hormis ses gesticulations provocatrices incessantes, sa propension au vedettariat et à la médiatisation, M. Voninahitsy n'est, à l'échelon national, un adversaire dangereux pour personne. (D'après Les Nouvelles du 23/12/05)

1.1.6 Condamnés de la crise de 2002, exilés, activités politiques de la diaspora

Affaire 2002 - Des fils de la Sofia en prison : Jao Jean réclame une grâce amnistiante. *Le député Jao Jean a interpellé le président Marc Ravalomanana à l'Assemblée nationale sur le sort des natifs de la Sofia emprisonnés lors de l'affaire 2002. Où en est-on avec la loi d'amnistie ? Pour bon nombre d'observateurs, ce député d'Antsohihy est bien placé pour*

formuler cette demande car il était *parmi les artisans du régime en place et qui se trouvent encore actuellement parmi les politiques qui entrent de temps en temps en conflit avec l'opposition* qui roule pour le départ du président Marc Ravalomanana avant la fin de son mandat. A noter que *les fils de la SOFIA constituent la majorité des officiers impliqués dans les affaires liées à la crise 2002*, pour ne citer que le Capitaine de Frégate Ndrianasolo (ancien ministre de la Jeunesse et des Sports), le Général Polycarpe, le colonel Binty Roland, le commandant Dimby Edouard... (D'après Tribune du 02/12/05)

5 prisonniers politiques à Madagascar : après le guet-apens politico-judiciaire contre Voninahitsy Jean Eugène, les prisonniers politiques sont maintenant au nombre de 5 à Madagascar. Par ordre d'ancienneté, ce sont Lahady Samuel, Merci Ratoabolamanana, Denis Rakotomahafaly, Herihajaina Randrianirina. Le dernier entrant étant le député de Maintirano et président du parti Rpsd-Vaovao. Pour rappel, Lahady Samuel était le dernier gouverneur de la province de Toamasina en 2002. Accusé pour de multiples chefs d'inculpations relatifs à la sûreté de l'Etat, à l'instar des quatre autres gouverneurs, il croupit seul aujourd'hui en prison alors que ses camarades de détention ont tous été élargis depuis plusieurs mois. Merci Ratoabolamanana, ancien député AREMA d'Antsirabe I, continue aussi de purger sa peine. Il était accusé, entre autres, d'avoir orchestré le dynamitage du pont de Fatihita en collaboration avec le député AREMA d'Antsirabe II, Denis Rakotomahafaly, ce dernier étant accusé d'autres forfaits. La poursuite de l'incarcération de ces deux élus étonne leurs familles dans la mesure où au milieu de l'année 2005, un officier supérieur de l'armée a avoué au tribunal «avoir dynamité le pont de Fatihita». Ce "*fait nouveau*" n'a jamais été pris en compte par la justice si l'on en juge par le blocage des dossiers des deux députés. Herihajaina Randrianirina aurait été pris en flagrant délit d'on ne sait plus quoi, l'année dernière, au Sud d'Antananarivo. En tout cas, c'était la réponse musclée du pouvoir aux propos virulents de ce jeune élu qui ne mâchait pas ses mots pour critiquer le gouvernement.

Cela fait maintenant 4 ans que les geôles du pays hébergent des prisonniers politiques. Leur nombre varie d'une année à l'autre. Les derniers détenus politiques connus remontent en 1990.

C'est dire combien le pays est retourné en arrière. *Cette liste n'inclut pas les condamnés politiques*. Notamment l'ancien chef d'Etat Didier Ratsiraka et l'ancien Premier ministre Tantely Andrianarivo. Ce dernier paraît victime d'intolérance car cette année, il a été empêché d'enterrer son père tandis que l'année dernière, il n'a pas pu non plus assister aux funérailles de sa belle-mère. (D'après Midi du 27/12/05)

Crise de 2002 - Onze militaires emprisonnés en attente de la grâce présidentielle. Onze officiers, dont l'ancien ministre Ndrianasolo, les généraux Iandro Fenomanana et Rakotondrahasina Polycarpe, les colonels Balbine, Rahitso, Benty Roland, Variera, Coutiti Assolant, les commandants Dimby Edouard et Edmond et le capitaine Etsena figurent parmi les oubliés. Quelques civils aussi, dont l'ancien gouverneur de Toamasina Lahady Samuel, Ratoabolamanana Merci qui n'a pas demandé la grâce présidentielle contrairement à ses pairs. Ces personnes attendent impatiemment la clémence du Président de la République lors du discours de vœux à la Nation. Le cas Lahady Samuel, attire l'attention. *Parmi les 3 anciens gouverneurs impliqués dans l'affaire 2002, ce septuagénaire est le dernier à croupir en prison*. Il a été évacué dans un hôpital militaire 5 mois après son arrestation. Il y demeure encore à ce jour faute d'avoir vu son état de santé s'améliorer. *Cependant l'étau s'est desserré cette année. On a vu la libération progressive des détenus de sécurité* tels qu'Elire Rabemananjara qui a discrètement recouvré la liberté, de même que certains opposants tels que le président de l'Ofpacpa Victor Hong, Lavaka du CRN et Daphnel du Toliara Mijoro. Jusqu'à maintenant, l'ancien maire de la capitale a libéré plus de 70 détenus liés aux

événements de 2002. A l'occasion de la fête nationale de 2005, le chef de l'Etat avait accordé la grâce à certains condamnés pour atteinte à la sûreté de l'Etat. (D'après L'Express du 31/12/05)

Ratsiraka : ses partisans l'attendent comme un Père Noël. Son retour rencontre des difficultés diplomatiques et juridiques. 3 ans après sa condamnation à 10 ans de travaux forcés, Ratsiraka court toujours les rues parisiennes. *L'ancien chef d'Etat jouit d'une retraite paisible* alors qu'il devrait théoriquement exécuter sa peine de prison ferme. Voilà en tout cas *un pied de nez à la gouvernance du pays. Un affront à la justice et accessoirement aux magistrats.* En effet, le gouvernement devrait logiquement lancer une demande d'extradition au pays hôte après avoir orchestré le simulacre de procès qui a condamné l'ancien président. Madagascar et la France étant liés par des accords de coopération. Le même gouvernement avait aussi commis un avocat pour défendre Didier Ratsiraka. Pour manifester le mépris qu'il affiche envers la justice et ceux qui l'ont manipulé, le "condamné" n'avait même pas fait appel de ce jugement. Il savait déjà à l'époque que la "chose jugée" n'aurait aucune autorité. *En fait, son extradition sera impossible.* La condamnation avait donc visiblement un *objectif purement politique.* Comme jadis, l'arrivée d'un nouveau roi est toujours suivie d'une immense purge et de vagues d'exil des anciens dirigeants. Les autorités savaient en effet pertinemment dès le début qu'elles n'allaient pas mettre à exécution la peine prononcée par une justice aux ordres. Par ailleurs, *le pays d'accueil ne livrera jamais son hôte.* A moins d'un revirement majeur. Du coup, *ceux qui sont sous le coup d'une peine judiciaire peuvent dormir tranquilles.* Au moins jusqu'à la prochaine alternance. Et aussi à condition qu'ils vivent à l'étranger. A l'instar de Tantely Andrianarivo, Maharante Jean de Dieu, Gara Jean Robert. Cette situation montre que *l'état de droit n'existe pas et que la bonne gouvernance est un vœu pieux.* Pire, que *la justice est manipulable* à toutes fins utiles, notamment à des fins bassement politiques. (D'après Midi du 14/12/05)

Assidu Madagascar : soutien au meeting des 3FN. Malgré son éloignement, l'association Assidu Madagascar suit de près l'évolution de la situation politique dans la Grande île par le biais des médias. En effet, cette association regroupant les opposants au régime Ravalomanana dans l'Hexagone s'est manifestée en s'engageant publiquement *de soutenir la manifestation organisée par les membres des 3FN prévue le 17 décembre dans la capitale.* Assidu Madagascar condamne toute *déclaration et action visant à interdire cette manifestation pacifique* et interpelle l'autorité politique et le service d'ordre afin qu'ils respectent la population qui viendra sur les lieux. *Il invite la communauté internationale à aider l'opposition malgache,* regroupée au sein des 3FN, à la mise en place de la transition afin d'assurer le rétablissement de la paix sociale, de la stabilité politique, et l'Unité nationale à Madagascar. (D'après Tribune du 14/12/05)

1.2 Relations Eglises-Etat

Pas d'arbitre ! Tout laisse à penser que *le pays s'enfonce de plus en plus dans la crise, non seulement économique mais surtout politique.* Les deux parties campent sur leur position et ne cessent de tenir *des propos qui attisent la haine.* La tolérance et le "fihavanana" malgache sont désormais aux oubliettes. Pire encore, *depuis l'adhésion du FFKM au sein du camp Ravalomanana, Madagascar n'a plus d'arbitre en matière politique.* Ses membres ont déjà mouillé leur maillot. En cas de conflit, aucune entité ne pourrait se présenter pour jouer le rôle d'un arbitre ou de "rayamandreny". Faut-il rappeler que les tentatives de réconcilier les forces politiques en présence ont été vouées à l'échec. A citer entre autres le boycott par la majorité de la proposition de loi d'amnistie alors que l'objectif est de calmer les esprits après la crise de 2002. Qu'on se le dise, *ce conflit post-électoral a laissé des séquelles dans la vie*

politique malgache. Depuis, aucune mesure n'a été prise par les forces en présence en vue d'éviter une telle crise. (D'après Tribune du 01/12/05)

Le FFKM garde son statut de "raiamandreny" : le message à l'occasion du 28e comité central tente de mettre l'Etat devant ses responsabilités, surtout en matière électorale. Il reste à savoir si le *repositionnement de l'Eglise* puisse influencer sur la situation politique déjà tendue entre gouvernement et opposition. Le FFKM affirme vouloir "*continuer, voire consolider sa position en tant que Raiamandreny pour réconcilier le peuple malgache*". Il confirme également sa *neutralité politique*. Dans cet habit de "Raimanandreny", le Conseil œcuménique des Eglises chrétiennes multiplie les gestes pour arriver à l'"*apaisement*" de la vie politique, à commencer par les échéances électorales. Le FFKM lance ainsi un message aux tenants du régime de "*relever le défi*" pour l'organisation d'une "*élection dont l'issue sera acceptée par tous pour garantir une situation de paix, nécessaire au développement*". Le Conseil œcuménique des Eglises chrétiennes est allé jusqu'à *proposer son code électoral* "*aux autorités qui souhaitent y donner suite*". Dans la vie nationale, la confédération des Eglises chrétiennes "*conseille*" au gouvernement de considérer "*le cas de l'insécurité et de la corruption*". Pour le FFKM, ce sont ces deux paramètres qui constituent des "*véritables freins au développement*". *Avec cette déclaration de Fianarantsoa la position des Eglises chrétiennes connaît une évolution significative*. Sollicitées par l'opposition pour se positionner sur les affaires nationales, les Eglises chrétiennes expliquaient leur retrait "*à cause des critiques contres leurs actions*". Le cardinal Gaëtan Razafindratandra a été clair sur le sujet lors d'une "*séance de travail*" avec le chef de l'Etat en mai dernier. Il reste à savoir *la façon dont le FFKM débarrassera de l'étiquette collée à lui et d'affirmer sa neutralité*. La confédération des Eglises a participé à l'avènement du président Marc Ravalomanana en 2002. *Son partenariat avec l'Etat pour le développement du pays est critiqué, à tort ou à raison, par l'opposition*. Les premières actions concrètes de la confédération des Eglises chrétiennes seront donc décisives pour confirmer sa position en tant que "Raimanandreny". Les uns et les autres épieront les faits et gestes de l'entité religieuse sur les élections, mais aussi sur le "*règlement des séquelles des événements de 2002*". "*Si le FFKM souhaite jouer le rôle de Raimanandreny, il doit participer au règlement des événements de 2002. Certes, la participation de l'Eglise comptait à l'époque pour le camp du président Marc Ravalomanana. Mais il est temps de se pencher sur les fautes de l'autre camp*", aspire Olivier Rakotovazaha. (D'après L'Express du 04/12/05)

Le Code électoral du FFKM en suspens : Le 28e comité central du Conseil œcuménique des églises chrétiennes (FFKM) a *confirmé son projet d'élaboration d'un projet de code électoral*. L'initiative a été accueillie d'une *manière mitigée par la classe politique*. Mais le sort de ce texte en gestation ne sera pas encore scellé d'une manière définitive, du moins pour cette année. La position de chacun pourrait évoluer au gré des événements. Le MFM et l'AVI se montrent les plus emballés sur la décision. Mais l'enthousiasme de ces formations politiques se heurte à une partie de la classe politique. Avec la *position du TIM*, toute velléité constitutionnelle de faire aboutir le projet risque également de capoter. Le conseil du parti qui s'est réuni il y a plus d'un mois a déjà jugé "*inopportun*" l'examen du texte. De son côté, le *gouvernement* a déjà laissé entendre son *hostilité* à un changement de code électoral. L'intervention de son nouveau ministre de l'Intérieur et de la réforme administrative, le général Charles Rabemananjara, à l'Assemblée nationale, n'a fait que confirmer la décision. *Le scénario de la première tentative du FFKM pendant la précédente législature semble en train de se répéter*. L'on se souvient encore du refus de l'AREMA à l'époque du premier projet de code électoral du FFKM. Majoritaire à l'Assemblée nationale, les députés de l'ancien parti au pouvoir a fait bloc pour rejeter l'examen du texte. L'opposition au sein des 3FN reste également catégorique. "*C'est une initiative louable mais malheureusement, c'est déjà trop tard*,

lance Tabera Randriamanantsoa. Il appartient maintenant à la transition de régler ce genre de dossier". (D'après L'Express du 05/12/05)

Mgr Razanakolona nommé archevêque de Tananarive : le pape Benoît XVI a nommé comme nouvel archevêque métropolitain de Tananarive Mgr Odon-Marie Razanakolona. Le nouvel archevêque était jusqu'ici évêque d'Ambanja. Il succède au cardinal *Armand-Gaëtan Razafindrindra*, très proche du Président, dont le pape a accepté sa démission du gouvernement pastoral du diocèse pour limite d'âge. (D'après Zenit.org du 06/12/05)

Affolement et malaise chez certains de ses protégés suite au départ en retraite du cardinal Armand Gaëtan Razafindrindra. Ce dernier entame, en effet, ses dernières visites pastorales dans la capitale avant son départ dans une ville perdue et assez loin de tout dans la province de Mahajanga. Le nouvel archevêque d'Antananarivo, Odon Marie Razanakolona n'est pas encore désigné pour le remplacer en tant que cardinal. (D'après Midi du 29/12/05)

Les évêques dénoncent les 7 péchés capitaux : les conclusions de la dernière conférence épiscopale sont connues. Présentées sous forme de Message(s) à la Nation, elles concernent aussi bien la vie de l'église catholique que les affaires nationales. A ce propos, les évêques de Madagascar montrent du doigt les 7 péchés capitaux gangrénant la vie du pays. Dans l'ordre, ils énumèrent la *chute du pouvoir d'achat* et la *famine* provoquant des morts d'hommes, le *délestage*, la *corruption*, le *népotisme*, l'augmentation des actes de *banditisme* et de *violences* en milieu rural et urbain, le *manque de moyens mis à la disposition des communes*, les *feux de végétation* ainsi que les *actes de détérioration des biens publics*. Face à ce constat, les prélats en appellent à la responsabilisation, la repentance et le changement de méthode. (D'après Midi du 07/12/05)

L'association A.S.L.F ou Association Sakaizan'ny Lalàna sy ny Fahafahana pour le respect de la laïcité : l'association rappelle le caractère laïc de l'Etat malgache, prévu par la Constitution actuelle. *Le principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat n'est pas respecté.* Pour étayer sa thèse, le patron de l'ASLF a cité le cas du chef de l'Etat qui n'est autre que le vice-président du FJKM. (D'après Tribune du 12/12/05)

Le Chef de l'Etat a rappelé l'importance de la foi dans la gestion du redressement du pays qui du reste est sur la bonne voie. Il a notamment évoqué l'annulation par le FMI de l'intégralité des dettes malgaches. Cette déclaration a été faite à l'occasion de l'inauguration de la Chapelle du Palais présidentiel, cérémonie rehaussée par la présence de Marc Ravalomanana en compagnie du personnel de la Présidence. (D'après Le Quotidien du 23/12/05)

Violence politique : les chefs d'Eglise interpellent. Les quatre chefs d'Eglises, réunies au sein du FFKM - Mgr Rabenirina (Eglise anglicane), pasteur Lala Rasendrasahina (FJKM), pasteur Rakoto (Eglise luthérienne) et cardinal Razafindrindra (Eglise catholique) - ont signé à la veille Noël un communiqué conjoint. Ils appellent tout un chacun à œuvrer au bien-être social et *conteste l'utilisation de la force d'où quelle vienne*, la jalousie sous toutes ses formes ainsi que les *provocations*. Ces gestes « *mettent en péril la sécurité et la paix* ». Dans le deuxième volet, axé sur la fraternité, ils attirent l'attention des citoyens sur le fait que *"les Malgaches n'ont pas intérêt à verser dans une guerre civile"*. Il souhaite que les citoyens puissent avoir *des informations justes afin d'éviter les rumeurs*. En troisième lieu, touchant la citoyenneté, le conseil insiste sur le strict respect de la souveraineté nationale et surtout aux *marques de la Nation*. Le FFKM fait allusion au comportement des « *miliciens* » qui ont bafoué l'écharpe d'un parlementaire sur la Place du 13 Mai. Le FFKM a aussi stipulé que la

pratique politique doit veiller sur les biens de la Nation contre les *profits personnels*. (D'après La Gazette du 24/12/05)

1.3 Lutte contre la corruption, « bonne gouvernance »

Les magistrats initiés aux méthodes de démantèlement des réseaux : juge d'instruction en Suisse, Georges Zecchin, expert en démantèlement de réseaux est actuellement dans nos murs dans le cadre du *partenariat bilatéral entre la Suisse et Madagascar*. Des séances de formation sont programmées lors de son séjour afin que les responsables et les citoyens puissent en bénéficier, notamment les magistrats qui ont été réunis à l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes (ENMG). *Le CSLCC est l'initiateur de cette rencontre*. (D'après Les Nouvelles du 05/11/05)

Bilan plus que positif du « RRI » pour l'or de Maevatanana : si les dernières décennies ont vu la production aurifère malgache passer sous le nez de l'administration responsable, avec des registres miniers affichant des chiffres ridiculement bas, de l'ordre de 10 kg de brut par an, l'application du programme «*Rapid Results Initiative*» au sein d'une seule commune a permis de dépasser ce résultat en 90 jours. Ainsi, depuis le premier juillet de cette année le programme RRI, axé sur la formalisation de 15000 orpailleurs et la dotation d'agrément aux collecteurs et visant la traçabilité de la production aurifère au niveau des différents opérateurs du secteur, a porté ses fruits. (D'après Les Nouvelles du 05/11/05)

Gestion des affaires publiques : gouvernance locale embryonnaire. D'après le CCA de Madagascar établi par le système des Nations unies, on peut lire que « *des documents rapportent des abus de pouvoir et de droit dans les contrées reculées : justice sommaire suivie parfois d'exécutions sommaires à travers les dina ou conventions communautaires, utilisation des prisonniers comme main d'œuvre, extorsions et chantages par des hommes de lois. Par ailleurs, la gestion est souvent opaque dans les collectivités décentralisées. Il est rare que les maires rendent compte au public de l'utilisation des fonds communaux* ». Le même dossier CCA indique, également que : « *Cet état de la gouvernance locale explique en partie l'asymétrie du niveau de développement entre la capitale et le reste du pays. Le taux de pauvreté est de 28% dans la Capitale alors qu'il est supérieur à 79% dans toutes les zones rurales des provinces périphériques. Au niveau local, la plupart des communes ne sont même pas en mesure d'assurer la délivrance de simples documents d'état civil ; environ 2,5 millions d'enfants n'ont pas d'acte de naissance* ». (D'après La Gazette du 08/11/05)

Mauvaise gouvernance au PSDR : des dossiers au BIANCO, des têtes tombent !

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche explique les raisons de la suspension de tout paiement au niveau du Projet de soutien pour le développement rural (PSDR). « *Contrairement à ce qu'on laisse entendre, c'est moi-même qui ai suspendu les décaissements. En fait, nous avons constaté que certaines antennes du PSDR n'ont pas respecté les procédures d'usage dans l'octroi des marchés dans la conduite du « sous-projet riz. Ces pratiques sont contraires aux principes de la bonne gouvernance et portent atteinte à notre crédibilité vis-à-vis de nos partenaires financiers. Je ne vais pas attendre qu'une note de la Banque mondiale tombe pour suspendre le projet tout entier avant d'agir* »

Détournements à la Commune Urbaine de Mahajanga : une somme de 62.462.326 Ar a été détournée de la caisse de la commune urbaine de Mahajanga selon un rapport de l'inspection d'Etat. Jusqu'à présent les sanctions à l'endroit du maire Rahamefy Andrianiaina et son directeur des Affaires Financières se font attendre. Les vérifications sur place effectuées sur ordre de la Présidence de la ont permis de constater ce trou. Selon le rapport, cette somme a

été détournée pour former une équipe de football. *Jusqu'à présent, aucune des sanctions prévues par la loi ne s'applique alors que c'est le président de la République lui-même qui avait diligenté les inspections.* Là où le député Voninahitsy Jean Eugène s'insurge : pourquoi a-t-on suspendu deux fois Roland Ratsiraka lorsqu'on l'avait soupçonné de détournements à la mairie de Toamasina alors que dans cette affaire de détournements, le régime traîne de pieds à prendre les sanctions qui s'imposent ? Est-ce parce que Rahamefy Andriamianina est un maire TIM et parmi ces TIKO Boys qui nous dirigent ? (D'après Tribune du 30/11/05)

2 RELATIONS FRANCO-MALGACHE, FRANCOPHONIE

Nouvel Ambassadeur de France : Alain Le Roy reçu par Ravalomanana. Le nouvel ambassadeur était le directeur des affaires économiques et financières au ministère des Affaires Etrangères français, un poste qu'il occupait depuis décembre 2002. (D'après Tribune du 03/11/05)

Tanà et Paris filent le grand amour. La 25ème Assemblée générale de l'Association Internationale des Maires Francophones a mis l'accent sur la microfinance, qui est considérée comme un nouveau moyen pragmatique de résoudre le problème du chômage et de l'exclusion. La réunion d'Antananarivo à laquelle ont participé des représentants de 137 villes francophones a été une plate-forme d'échange d'expériences et de connaissances en la matière. En marge de cette assemblée, la ville des milles et la ville des lumières ont conclu un nouveau « Pacs » qui marquera l'union des deux capitales. (D'après Madanight du 08/12/05)

France «immigration choisie » : Madagascar très concerné ! La Grande Ile fait partie des 6 pays, avec le Mexique, la Corée du Sud, le Liban, le Cameroun et la Turquie, où la sélection des étudiants qui vont poursuivre leurs études en France sera davantage renforcée. Le dispositif du CEF (Centre pour les Etudes en France) sera donc mis en place à Madagascar. Ainsi, tout étudiant désirant étudier dans l'Hexagone devra impérativement passer par ce centre où son cas sera minutieusement examiné. En outre, les 2 autres mesures de durcissement des *contrôles de l'immigration sur le rapprochement familial et les mariages binationaux* n'épargnent pas la Grande Ile. Beaucoup de familles malgaches sont concernées par ces nouvelles politiques d'«immigration choisie», décidées par le gouvernement de De Villepin. Une chose est sûre, les conditions de délivrance des visas pour la France seront de plus en plus strictes. (D'après Midi du 01/12/05)

Immigration légale : contrôle renforcé. « *Maîtriser l'immigration subie pour développer une immigration choisie* » : tel est l'intitulé du projet de loi que Nicolas Sarkozy devrait soumettre à l'Assemblée nationale au début de l'an prochain. Le moins que l'on puisse dire est que ce texte n'épargne personne. Pas même les 50 000 étudiants étrangers qui s'inscrivent chaque année dans les établissements supérieurs français. Dès la rentrée prochaine, les candidats seront triés sur le volet dans leur pays d'origine. À l'instar des pays anglo-saxons, *la France semble déterminée à concentrer ses efforts sur les étudiants à « fort potentiel »*. L'octroi d'un visa étudiant sera soumis à *quatre nouveaux critères* : projet d'études, parcours académique et personnel, compétences linguistiques et état des relations avec le pays d'origine. Pour faciliter la sélection, *6 nouveaux Centres pour les études en France (CEP)* verront le jour en 2006 (dont un au Cameroun et un à **Madagascar**), sur le modèle de ceux déjà en place en Chine, dans les pays du Maghreb, au Sénégal et au Vietnam. Les étrangers détenteurs d'un mastère ou du diplôme d'une grande école *seront encouragés à s'établir en France*. Une carte de séjour de six mois leur sera automatiquement délivrée à la fin de leurs études (D'après Jeune Afrique du 04/12/05)

6 pays africains, dont Madagascar, envisagent d'envoyer des troupes en Haïti pour renforcer les moyens militaires de la Mission des Nations unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH). Cette intervention interviendrait dans le cadre de *l'Organisation internationale de la Francophonie* (OIF). (D'après *jeune Afrique* du 03/11/05)

Pratique démocratique - Abdou Diouf : "Aucun signe annonciateur de crise à Madagascar"
Abdou Diouf, secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), se montre rassurant de la situation politique de Madagascar. Une telle déclaration conforte le gouvernement dans sa position, malgré l'"*appréhension*" de certains membres de la classe politique. "Les informations que j'ai reçues ne permettent pas de déceler des signes précurseurs d'un conflit à Madagascar", déclare l'ancien président sénégalais, *en marge du symposium sur les pratiques démocratiques de la francophonie à Bamako*. (D'après *L'Express* du 08/11/05)

Conférence ministérielle de la francophonie : la conférence, destinée à préparer le prochain sommet de la Francophonie et à entériner une révision de la charte de l'OIF s'est ouverte le 22 novembre à Antananarivo. « *Madagascar est un acteur majeur de la francophonie* » a déclaré son secrétaire général, Abdou Diouf. « *La francophonie ne nous unira que si et seulement si elle crée de la valeur ajoutée pour ses membres* » a déclaré le Président Ravalomanana. « *La solidarité entre les membres de la francophonie doit être plus importante qu'avec d'autres. Je souhaite notamment que vous souteniez les positions des pays en voie de développement lors des prochaines négociations de l'OMC à Hong Kong* » a-t-il conclu. (D'après *AFP* du 22/11/05)

France-Afrique. La proposition malgache retenue. Au cours de la réunion ministérielle précédant le 23^e sommet, Madagascar a suggéré la mise en place d'un *observatoire de la jeunesse*. « *Nous ne voulons pas de déclarations, ni un plan d'action. Nous voulons des mesures politiques structurées et opérationnelles, et nous exigeons l'élaboration d'une politique de développement claire. Nous voulons la mise en place du Conseil de la Jeunesse africaine et de la Diaspora* ». Cette recommandation émise au cours de l'ouverture officielle du sommet France-Afrique de Bamako par Mme Tamoifo Nkom, représentant les jeunes africains définit clairement la volonté de ces derniers de réclamer leur « *place* ». « *L'Afrique ne peut plus tolérer les dérives politiques et la mauvaise gouvernance* », a-t-elle ajouté. La délégation ministérielle malgache, conduite par Marcel Ranjeva, avait déjà, la veille, lors de la réunion ministérielle précédant le sommet, proposé la mise en place d'un Observatoire de la Jeunesse. Et cette réunion a retenu la suggestion malgache. (D'après *Midi* du 06/12/05)

3 DIPLOMATIE, INTEGRATION REGIONALE

Union Interparlementaire : Madagascar retrouve sa place à la suite de la mission effectuée par le président du Sénat, Rajemison Rakotomaharo, à Genève Après 13 ans en qualité d'observateur. Le Sénateur Jeanson Ratiarinaivo a représenté le Parlement de Madagascar lors de la 113^{ème} Assemblée de l'UIP qui s'est déroulée à Genève du 17 au 19 octobre. Madagascar pourra émettre son point de vue sur les grandes questions de l'heure dans les grandes concertations internationales où prévalent en général les points de vue des grandes puissances. (D'après *Tribune* du 03/11/05)

Ravalomanana à Maurice - quatre accords à signer : Les liens entre Maurice et Madagascar sont appelés à se resserrer davantage. Ces accords de coopération bilatérale ont trait au commerce, à l'agriculture, à la lutte contre le trafic de drogue et à l'extradition des prisonniers. L'accord commercial vise à cristalliser la suppression et l'abolition des barrières tarifaires entre Maurice et Madagascar. Il apportera des éclaircissements quant aux *relations*

commerciales entre les deux pays qui appartiennent tout deux à trois blocs régionaux : COI, COMESA et SADC. Marc Ravalomanana signera également une convention pour l'extradition des prisonniers. (D'après L'Express du 08/11/05)

4 DROITS HUMAINS

Droits des personnes handicapées : de grands efforts à déployer. *“90% des personnes handicapées n'ont pas accès à des services sociaux de base”. C'est ce qu'a déclaré Brigitte Lalasoa Randrianasolo, directeur général de la Population au sein du MPPSL (ministère de la Population, de la Protection sociale et des Loisirs), lors de la cérémonie de la célébration de la Journée mondiale des personnes handicapées. Les efforts à déployer consistent maintenant à décentraliser les actions en faveur des handicapés, à rendre effectifs leurs droits comme l'a indiqué le ministre Zafilaza. 5 domaines prioritaires ont été définis en vue d'atteindre les objectifs de la Décennie, à savoir, droits et éducation des enfants handicapés, emploi des jeunes handicapés, réhabilitation à base communautaire de la santé, de la reproduction des personnes handicapées, droits sociaux, culture et loisir. (D'après Tribune du 05/12/05)*

Création de l'ASLF : « Association Sakaizan'ny Lalàna sy ny Fahalalahana » ou ASLF. Tel est le nom d'une nouvelle association œuvrant dans la « *défense des droits et des libertés fondamentales* ». Ceci, tout en assurant une « *large diffusion des principes fondamentaux touchant les droits de l'Homme, des peuples et des citoyens* » et en « *coopérant avec les organismes et institutions nationaux ou internationaux s'intéressant à la promotion et à la protection des droits de l'homme, des peuples et des citoyens* ». Cette association est présidée par Richard Razakavonison, dont le nom est indissociable du SMM (Syndicat des Magistrats) ou encore de la PPEP (Plate-forme pour la Promotion de l'Etat de Droit). (D'après Midi du 12/12/05)

ASLF : des soutiens de poids : quelques jours seulement après sa création, l'ASLF ou Association Sakaizan'ny Lalàna sy ny Fahalalahana a eu la sympathie des autres organisations œuvrant dans la défense et la promotion des Droits de l'Homme. A citer entre autres le SMM, le SEREMA, le FSF, le CC/CD, le SVS, la LMPDHP, l'ODPDH, l'AMPDHP, la FFFVST, la VAM...qui ont félicité la naissance de cette association de Richard Razakavonison. Cette fois-ci, selon ces associations, l'action pour la défense des Droits de l'Homme *ne sera pas un simple slogan pour attirer l'attention des observateurs et des organismes internationaux*. En réalité, ces diverses associations ont besoin *des actions plus concrètes en matière de la promotion des Droits de l'Homme* et la défense de la liberté fondamentale. (D'après Tribune du 15/12/05)

Journée internationale des droits de l'homme et travail des enfants : pour Madagascar, les chiffres montrent que *11% de la population active sont des mineurs de moins de 15 ans et qu'un enfant sur trois travaille*. Une enquête auprès des ménages, réalisée par le PNUD en 1999, indique un total de 1 377 800 enfants, âgés de 7 à 17 ans, travailleurs sur un nombre total de 4 204 000 mineurs. Trois-quarts des enfants les plus âgés sont classifiés comme *aides familiaux* et ne sont, souvent, pas payés par conséquent. La plupart d'entre eux sont, parfois, confrontés à des mauvais traitements, à la privation de nourritures, ou à l'interdiction de sortie. *L'opération carton rouge “Stop! Travail des enfants” est, pourtant, lancée à grand tam-tam dans l'Ile, sans aucune suite dans l'application*. La pauvreté, le premier ennemi des droits de l'homme, continue de guetter le citoyen des pays en voie de développement. Et l'écart entre ceux-là et les nations développées ne cesse de se creuser. Toutefois, l'avenir nous dira s'il y a effectivement une relation de cause à effet entre respect des droits et niveau de vie acceptable. (D'après L'Express du 13/12/05)

Respect des droits des détenus : un pas accompli. L'Aumônerie catholique des prisons (ACP) a déjà travaillé pour faire respecter les droits des détenus et continue à travailler dans cette optique. Les efforts ont commencé à porter fruit. Le père Jérôme Eustache Rakotozafy a annoncé que le *ministère de la Justice s'apprêterait à publier un texte déjà révisé qui a été présenté par l'ACP. Il s'agit d'un texte sur la détention des prisonniers.* L'ACP a organisé une *conférence sur « les détenus et les droits humains »*, avec l'appui du ministère de la Justice, le CRS (Catholique Relief Service). Cette manifestation entait dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la Déclaration universelle des Droits de l'homme. . (D'après Tribune du 14/12/05)

Prisonniers de Mahajanga : menace de famine. La prison de Marofoto (Mahajanga) manque cruellement de moyens. Si aucune action n'est prise au plus vite, les 487 détenus n'auront plus rien à manger après le 20 décembre. Depuis que son budget a été retiré de la direction régionale de l'administration pénitentiaire pour être confié à la cour d'appel, le ravitaillement n'est plus régulier. Le gardien chef est ainsi contraint de frapper aux portes de généreux donateurs pour avoir de quoi nourrir les prisonniers. Datant de l'époque coloniale, les divers quartiers de la prison sont vétustes et délabrés. Lorsqu'il pleut, les détenus sont obligés de rester debout dans les cellules inondées, tenant leurs linges dans les bras, et ne peuvent pas dormir. Le respect des droits de l'homme est lettre morte à la prison de Marofoto. Cette réalité mérite d'être signalée au moment où nous célébrons la Journée mondiale des Droits de l'homme. (D'après La Gazette du 14/12/05)

Conditions carcérales - La tuberculose se propage à Antanimora : ces derniers mois, la tuberculose tend à prendre une ampleur certaine et frappe plusieurs locataires de la maison d'arrêt d'Antanimora. *“Sur 46 détenus hospitalisés à l'infirmerie de la prison, 25 sont atteints de la tuberculose contre 10 il y a seulement quelques mois”*, affirme Razafindravao Robertine, responsable du volet santé à l'Aumônerie catholique des prisons (ACP). L'exiguïté des lieux de détention et les aliments peu nutritionnels distribués en prison sont à l'origine de la propagation de la tuberculose. (D'après L'Express du 30/12/05)

Pénurie de riz à la prison d'Antanimora : un coup dur pour les détenus. Ces derniers risquent de ne pas avoir droit à notre alimentation de base pendant les fêtes de fin d'année. Le stock de riz à la maison d'arrêt d'Antanimora est épuisé depuis le 11 décembre. Depuis, les détenus n'ont eu droit qu'au manioc servi une seule fois par jour. Ils ont pourtant droit à 250 grammes de riz par jour. Seuls ceux qui bénéficient du soutien alimentaire de leur famille chaque dimanche consomment du riz. Ils ne représentent malheureusement qu'une frange mineure de la population carcérale car ils sont évalués à 6 % des détenus. (D'après L'Express du 23/12/05)

Ecoutes téléphoniques. Tout est permis : la confidentialité des conversations téléphoniques ne semble pas être protégée à Madagascar. La loi ne suit pas la technologie et les abus sont monnaies courantes. Le récent procès de Voninahitsy Jean Eugène a révélé notamment que les écoutes téléphoniques sont permises. Ou du moins, elles ne sont pas interdites. *On a beau chercher dans la législation une ligne sur le sujet mais les recherches restent infructueuses.* Le président du tribunal, le ministère public, le conseil du plaignant ainsi que l'avocat de la défense n'ont pu montrer un article interdisant cette pratique. (D'après Midi du 28/12/05)

Objectif du millénaire pour le développement : Madagascar mieux placé. Une bonne nouvelle pour notre pays. Madagascar est *parmi les 10 pays qui peuvent atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) avant même 2015.* C'est ce que les observateurs ont constaté lors d'une *Conférence sur le suivi de l'enfant* qui s'est tenue à

Londres du 13 au 14 décembre. Beaucoup estiment que Madagascar parviendra à un taux de mortalité infantile de 31 pour 1 000 en 2015. Alors que les OMD prévoient de réduire de 2/3 le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, soit un taux de 54 pour 1 000 pour le cas de Madagascar. (D'après Tribune du 21/12/05)

Le Sefafi (Observatoire de la Vie Publique) s'inquiète : il fait part de son inquiétude face aux *restrictions voire aux interdictions, ces derniers temps, à la liberté de réunion, ainsi que celle de manifester pacifiquement sur les lieux publics*. Il qualifie de *bavure* ce qui s'est passé sur la Place du 13 Mai. «*On n'en serait pas arrivé à ce fiasco si au moins, le Préfet d'Antananarivo a daigné accorder la demande d'autorisation de l'opposition tout en fixant les conditions de la tenue de la manifestation. Les opposants n'auraient pas dû non plus faire un tel forcing. Les deux parties sont donc fautives*», déclare t-il. Le Sefafi préconise que le gouvernement accepte *l'utilité du dialogue et du consensus* non seulement entre ses membres mais aussi avec ceux de l'opposition. Une certaine souplesse de la part des politiques serait souhaitable car c'est l'une des voies qui permettra à Madagascar d'accéder au rang qui devrait être le sien dans le concert des nations démocratiques. (D'après Les Nouvelles du 22/12/05)

Un comité technique national des droits humains (CTNDH) mis en place : Il a été créé à l'initiative de la Confédération Nationale des Plateformes sur les Droits Humains (CNPFDH) avec l'appui du PNUD à l'issue d'un atelier sur le monitoring et le reporting des droits humains ayant vu la participation de 60 organisations et associations œuvrant pour la promotion des droits humains. Le comité se veut être *un organe d'appui et de coordination des actions menées par les ONG et associations*. Le bureau du CTNDH est composé d'un président, en la personne de Moks Razafindramiandra, d'un secrétaire général, de responsables de commissions et d'un conseiller. (D'après Les Nouvelles du 23/12/05)

5 EDUCATION

La Norvège soutient le prolongement du primaire. "Education pour tous" prolonge le primaire jusqu'à 7 ans. Le Royaume de Norvège alloue 42,16 milliards d'Ar dans le cadre de la réalisation de ce programme au cours des trois années à venir. Ce financement constitue une enveloppe supplémentaire qui s'ajoute à celles des bailleurs tels que la Banque mondiale, l'Union européenne, les 90 pays du Fast Track Initiative, la France, le Japon et les autres organismes onusiens pour appuyer le programme "Education pour tous". (D'après L'Express du 28/11/05)

Université d'Antananarivo : vers un gel des notes. L'université reste encore et toujours un foyer de tension. Le spectre de la grève hante de nouveau l'université d'Antananarivo à quelques semaines de la rentrée. Cette fois-ci, *le paiement des heures supplémentaires* est au centre des revendications des enseignants. (D'après Tribune du 28/12/05)

6 MEDIAS, POLEMIQUE ENTRE LE PRESSE ET LE PRESIDENT

Après les déclarations de M. Ravalomanana, la presse demande des éclaircissements. Au cours de la présentation du nouveau ministre de l'Intérieur Charles Rabemananjara, *le chef de l'Etat a menacé publiquement les patrons de presse et les journalistes qui ne sont pas acquis à sa cause*. Ces propos du président Ravalomanana ont provoqué un tollé général au sein de la profession. Les réactions n'ont pas tardé. Les journalistes envisagent de demander à rencontrer le numéro un malgache. Cette démarche des hommes de la presse a été très

appréciée par certaines hautes personnalités afin de dissiper les malentendus et d'éviter les rapports conflictuels entre les journalistes et le pouvoir. *L'Ordre des journalistes tiendra une assemblée générale le 17 décembre* en vue de discuter de la situation actuelle. A vrai dire, *l'image du pays est de nouveau ternie* à cause des dérapages des dirigeants. La liberté de presse est véritablement menacée à Madagascar. En face, le projet de code de la communication semble rester dans les oubliettes. (D'après Tribune du 05/12/05)

Le Président demande un simple « respect mutuel » : interrogé sur la polémique installée autour de la position des journalistes face à la loi, le président de la République a déclaré : « *le problème se pose lorsque des journalistes inventent, diffament, et manquent de respect. Le cas s'est présenté avec le démenti formel de l'Ambassadeur de l'Union européenne, et également avec la Banque mondiale. C'est la crédibilité des journalistes qui est en jeu. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé la contribution des bailleurs de fonds pour le renforcement des capacités des journalistes. Car ne croyez pas que vous êtes infaillibles. Je souhaite qu'il y ait un respect mutuel. Les dirigeants vous respectent et vous respectez les dirigeants* ». Cette explication du Président de la République semble corroborer le fait que, n'étant pas l'auteur ni l'initiateur des textes prévoyant la peine d'emprisonnement actuels à l'encontre de la presse, le régime actuel ne s'engage pas dans la polémique et semble *renvoyer la balle au législateur*. Tous les journalistes malgaches aspirent à voir une *dépénalisation des délits de presse* mais ils ne sont pas tous d'accord sur la manière avec laquelle certains mènent cette lutte. (D'après Midi du 10/12/05)

Monde de la presse toujours sous la menace : le chef de l'Etat a de nouveau réitéré sa menace à peine voilée à l'endroit des médias locaux. Bien que le ton ait baissé d'intensité, il a une nouvelle fois mis en garde les gens de la presse, *tout en proposant des cours et des stages de formation aux journalistes*. Il a de nouveau brandi l'appareil judiciaire comme un rouleau compresseur dans le but de *professionnaliser les journalistes*. L'objectif de l'opération est d'intimider les journalistes et d'influencer les patrons de presse pour qu'ils n'aient plus le courage de publier les dossiers accablants et les dérives du régime actuel. Devant cette menace permanente, les journalistes ainsi que les patrons de presse organisent le 15 décembre *un séminaire à l'endroit des journalistes sur le droit de la presse*. Depuis la levée de la censure en 1989, la presse malgache n'a jamais été aussi menacée qu'à l'heure actuelle. Les associations et groupements de journalistes internationaux ont été déjà saisis de la menace qui pèse sur les médias malgaches. Toutefois pour apaiser la tension, le Collectif des associations des journalistes malgaches a demandé une audience auprès du président de la République. (D'après Tribune du 12/12/05)

Philippe Bilger, expert des relations des médias et de la justice : « *Aucun journaliste incarcéré depuis 3 ans* ». Un séminaire sur la « *Justice et les médias* » a réuni magistrats, avocats et journalistes. Pour Philippe Bilger, intervenant dans ce séminaire, avocat général à la Cour d'Assise de Paris le bilan de ce colloque est positif. « *Au départ, il y a eu une volonté d'affrontement, mais celle-ci s'est par la suite changée en une logique de compréhension réciproque. Il y a une peur de la part des médias à l'égard de la magistrature, et parallèlement, une sorte d'inquiétude, de méfiance, voire de mépris de la part des magistrats. Il y a très peu d'infractions de presse qui sont poursuivies à Madagascar, donc très peu d'infractions sont jugées. Je suis persuadé que l'enseignement technique va déboucher, dans la pratique des médias, sur une prise de conscience et une vigilance forte à l'égard de tout ce qui peut constituer des risques d'infraction. La dépénalisation revendiquée par les journalistes est un très mauvais terme. C'est plus exactement le souhait des médias de voir supprimée dans l'éventail théorique des sanctions, la peine d'emprisonnement, même si depuis au moins trois ans, aucun journaliste n'a été incarcéré à Madagascar. Je crois que, heureusement, le pays s'est déjà inscrit dans une voie libérale. Je crois*

qu'il n'est pas choquant de garder sur le plan des sanctions la peine d'emprisonnement à partir du moment où les tribunaux feront toujours une application libérale des lois. Après tout, on peut imaginer des cas rares où des infractions de presse devront être réprimées par de l'emprisonnement avec sursis et non pas ferme parce que la délinquance de presse est une délinquance particulière, incomparable avec la délinquance banale de droit commun. C'est une délinquance de la pensée, de l'écrit, de la parole. Et même si ces délinquances commettent de graves dérapages, ce n'est jamais qu'une pensée déployée, scandaleuse ». (D'après Midi du 10/12/05)

Analyse d'un ancien journaliste correspondant de RSF : « les organes de presse malgache appartiennent à une **poignée de familles puissantes** - ils se comptent sur les doigts d'une main - dont on pourrait retracer en détail la généalogie et les **liens étroits qu'ils entretiennent avec le milieu politique et économique**. **Aucun de ces organes de presse ne possède un conseil éditorial indépendant** capable de contrer l'influence de l'actionnaire. L'information est ici essentiellement une affaire familiale. La sphère des pouvoirs à Madagascar est un petit village où tout le monde se connaît (et souvent se tutoie). L'"objectivité" d'un journal, c'est-à-dire de son propriétaire, joue tant que celui-ci voit dans cette "objectivité" un intérêt (politique, financier, de prestige) plus fort que la peur d'entrer en guerre ouverte avec un autre acteur influent de la sphère. Un journaliste qui n'a pas compris ce "jeu" du patron recevra, selon la gravité du cas, un petit coup de téléphone le rappelant à l'ordre, une convocation au bureau pour se faire réprimander, ou une notification de renvoi sans autre forme de procès. **L'obstacle à l'indépendance du journaliste est aussi, véritablement "culturel"**: à Madagascar plus qu'ailleurs la tradition est de traiter ses employés de manière paternaliste, dans le sens le plus malsain de ce mot. Le maître-mot est ici "**servitude**", et cette servitude arrange beaucoup de gens, en particulier les hommes politiques, les hommes d'affaires et les hauts fonctionnaires véreux. Tout le monde trouve son compte à cette **dépendance calculée**, qui est rendue possible par le **maintien du journaliste dans une situation de précarité matérielle et morale constante**. **La parole du journaliste est avant tout celui d'un subalterne, d'un lampiste, d'un être infantilisé à dessein** pour être mieux contrôlé (d'où tout le discours sur son "incompétence", son "immaturité", sa "sottise") » (D'après L'Express du 16/12/05)

7 ECONOMIE

7.1 FMI, Banque mondiale, OMC, bailleurs de fonds

Le doute commence à s'installer sur nos relations avec les bailleurs de fonds traditionnels : la délégation du FMI est retournée à Washington sans avoir achevé sa mission. Présente au pays durant quelques semaines, cette mission est repartie **et ne reviendra qu'une fois que la partie malgache sera à même de lui présenter des dossiers complets**. Aucune précision n'a encore été apportée sur la nature de ces dossiers 2005, demandés par le FMI mais non encore fournis par la partie malgache mais l'on estime que ces dossiers incomplets concernent les **détaxations et les réquisitions budgétaires**. Principale cause de la baisse des recettes fiscales et de la dévaluation, donc du marasme économique actuel, la détaxation, qui a pris fin depuis septembre, est devenue l'ennemi numéro Un des bailleurs de fonds. **On se pose par ailleurs la question de savoir si les bailleurs de fonds ont vraiment suspendu tous les financements pour Madagascar**. On se rappelle que dernièrement, la Banque Mondiale affichait une volonté de poursuivre ses financements. Même cas pour l'Union Européenne qui vient également de recevoir à Bruxelles, une délégation ministérielle malgache. (D'après Midi du 02/11/05)

L'Union européenne continue à aider Madagascar : Jean-Claude Boidin, ambassadeur de l'UE vient de **rassurer le régime et la population**. "L'Union européenne ne suspendra pas son aide

au pays ". Ces derniers temps, des rumeurs, non démenties sur la mission " *inachevée* " du FMI, tendent à s'enfler. L'éventualité d'un accord non conclu sur un nouveau programme du Fonds de réduction de la pauvreté renforcée (FRPC) entraînerait des conséquences fâcheuses, dont le retrait des aides bilatérales dont bénéficie le gouvernement. (D'après L'Express du 04/11/05)

La suite de l'appui du FMI dépend de la performance du gouvernement : Anne Krueger, vice-présidente, annonce une visite du FMI en décembre. Cette mission d'évaluation effectuera un état de lieu de la situation, notamment dans le domaine fiscal et sur le plan de redressement de la Jirama. Mais l'aboutissement des négociations concernant la suite du programme Fonds pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) *ne sera pas connu avant le mois d'avril, après les résultats du premier trimestre 2006.* (D'après L'Express du 07/11/05)

Exonérations : le FMI en colère. Les exonérations ne sont pas entièrement finies. Dans le projet de loi de finances 2006, le blé continue d'être exempté de droit des douanes alors que l'exposé des motifs est bien clair en soulignant la " *rationalisation des quotités du droit de douanes (DD) à l'importation en 3 taux non zéro : matières premières 5 % ; intrants, biens d'équipements, pièces détachées, éléments de construction à 10 % ; biens de consommation à 20 %* ". Si l'on se base sur le principe du FMI, *il faut rectifier le tir, avant le retour de la mission du FMI en décembre.* (D'après La Gazette du 08/11/05)

La mission d'inspection FMI s'est achevée dans l'optimisme. La déclaration faite par Brian Ames qui a conduit la délégation fait état d'un constat satisfaisant à l'endroit des paramètres observés par la mission. *De nettes améliorations ont été observées dans trois domaines clés illustrant la situation macro-économique du pays : le service des douanes, la recette fiscale et le plan de redressement de la Jirama.* L'arrivée d'une autre mission en février 2006 a été confirmée. A l'issue de cette ultime inspection, l'annonce du début probable des discussions sur la suite du programme Fonds pour la réduction pour la pauvreté et la croissance (FRPC) a été également faite. " *Logiquement, au vu de la situation actuelle, aucun problème majeur ne devrait plus compromettre l'avènement d'un nouveau FRPC* ", affirme Henri Razakariasa, secrétaire général du Ministère de l'Economie, des finances et du budget. (D'après L'Express du 17/12/05)

Le FMI raye la dette de 40 pays pauvres : il deviendrait ainsi le premier des trois organismes multilatéraux à concrétiser la décision du G8 de juillet. Parmi les 40 pays bénéficiaires, 18 avaient déjà réussi un examen de passage pour bénéficier d'une initiative d'allègement de la dette mise au point en 1996 par la Banque mondiale et le FMI, appelé initiative pays pauvres très endettés (PPTE). Vingt autres pays devraient dans les semaines à venir bénéficier de cette initiative. Parmi les pays bénéficiaires figurent le Bénin, la Bolivie, le Burkina Faso, la Zambie, l'Ouganda, l'Ethiopie, le Ghana, **Madagascar**, le Honduras, le Guyana, le Sénégal, le Nicaragua, le Rwanda, le Niger et le Mali. Mais la mise au point des modalités de cette annulation sans précédent dans chacune des institutions a pris du temps. Ainsi, le FMI attend encore l'autorisation de l'ensemble des 43 pays donateurs qui ont contribué à un fonds spécial pour l'octroi de crédits pour des projets de réduction de la pauvreté. Les quelques autorisations manquantes sont attendues dans les prochains jours, selon le FMI. « *Il faut avoir leur accord car ce fonds spécial va servir à autre chose que ce pour quoi il avait été initialement lancé* ». Outre ce fonds, le FMI a prévu d'utiliser également les bénéfices de la vente d'une partie des réserves d'or du FMI entre 1999 et 2000, pour financer le coût de cet effacement de dettes. Le coût total de l'opération pour le FMI s'élève donc à 4,8 milliards de dollars, entièrement financé sur les ressources propres du Fonds. L'annulation de dette n'est

accompagnée d'aucune conditionnalité particulière, a encore noté le FMI. (D'après L'Express Maurice du 10/12/05)

Cinq pays africains (dont Madagascar) risquent de voir leur dette allégée avec retard, contrairement aux promesses faites par le G8 à 18 pays pauvres, pour la plupart africains, lors de leur sommet en Ecosse en juillet dernier. Ce risque tient au fait que le FMI soutient que l'Ethiopie, **Madagascar**, la Mauritanie, le Rwanda et le Sénégal, ainsi que le Nicaragua, *ne sont pas "sur la bonne voie" en ce qui concerne les programmes économiques du FMI*, malgré l'évaluation économique favorable dont ils ont fait l'objet de la part du Fonds lui-même, ont indiqué des militants de l'annulation de la dette. Ces militants ont accusé le FMI *"de faire désormais marche arrière"* sur cet engagement, en soulignant que le plan du Fonds publié ce mois-ci introduit *"un test économique final"* même si ces pays se sont déjà conformés pendant des décennies à des conditions onéreuses pour l'annulation de cette dette. (D'après Xinhuanet du 20/12/05)

Annulation de dette : 19 pays pauvres sélectionnés par le FMI. Le Conseil d'administration du FMI a sélectionné 19 pays pauvres qui bénéficieront d'une annulation de dette multilatérale décidée par le G8 en juillet. Le Conseil d'administration du FMI *a refusé de suivre ses experts* qui avaient établi la liste des pays pauvres devant bénéficier, dès le 1er janvier, d'une annulation de leur dette vis-à-vis du Fonds. Ces derniers avaient recommandé *d'exclure 6 pays (Madagascar, Nicaragua, Mauritanie, Ethiopie, Rwanda et Sénégal)*, pour cause de *« performance macroéconomique insatisfaisante », « mise en œuvre insatisfaisante de leur stratégie de réduction de la pauvreté »* et *« détérioration de la gestion publique »*. En effet, les quatre premiers cités ne seront plus, début 2006, sous programme du FMI. Les ONG n'avaient pas tardé à réagir en criant au scandale et à la trahison. Comme le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) : *« En toute discrétion, la direction du FMI cherche actuellement à revenir sur son engagement »* de l'été dernier, en voulant proposer au conseil des gouverneurs de *rajouter des conditions monétaires et fiscales pour les pays qui ne seront plus sous programme du FMI début 2006*. (D'après Les Echos du 22/12/05)

OMC : économies fragiles face à la libéralisation. Les petits pays dont Madagascar veulent faire entendre leur voix au milieu de l'affrontement commercial entre les nations riches et les grandes économies émergentes dont l'Inde et la Chine. Ils réitèrent leur demande pour *un traitement différencié* auprès de l'OMC. L'argumentation des économies vulnérables en faveur d'une considération spéciale repose sur les facteurs suivants : *l'exiguïté des marchés domestiques, la dépendance, la fragilité face aux catastrophes naturelles, des coûts de production peu compétitifs, les difficultés d'attirer l'investissement direct extérieur, les contraintes d'accès aux marchés d'exportation, le manque d'infrastructures de production et de support et les coûts élevés de transport international*. Ces pays ont un grand besoin de rehausser leurs capacités industrielles pour profiter de la libéralisation commerciale. En l'absence d'un traitement différencié, *un démantèlement brutal des barrières au commerce ne fera qu'accentuer le déséquilibre dont ils souffrent déjà*. L'OMC doit faire preuve de *flexibilité à leur égard*, notamment sur le dossier agricole. Ils mettent en exergue l'importance de l'agriculture pour leurs économies et demandent que les marchandises dont ils dépendent beaucoup soient classées comme *produits sensibles*. Maurice souhaite que le sucre soit inclus dans cette liste. Madagascar et ses pairs demandent la souplesse dans les négociations industrielles également. Ils ont *expliqué l'importance des droits de douane pour leurs trésoreries publiques*. Une réduction des tarifs ne devrait pas être réciproque. Elle doit tenir compte des circonstances spécifiques des pays concernés. (D'après Tribune du 19/12/05)

FID : Poursuite du financement : les rumeurs sur la suspension des financements des bailleurs de fonds traditionnels ne sont visiblement pas toutes fondées. La preuve, la Banque Mondiale récemment avait annoncé la poursuite du projet FID. Ainsi, après FID 4, ce sera *FID 5 dès le début de l'année prochaine*. Autrement dit, du moins en ce qui concerne la Banque Mondiale, il n'y aura pas de suspension des financements. Le FID continuera à *jouer le rôle d'agence d'exécution de l'Etat* et se démarque des autres projets financés par la Banque Mondiale. En effet, certains grands projets financés par la Banque Mondiale ont été suspendus ou modifiés. Il en est ainsi du *Programme Sectoriel Transport* qui est maintenu mais dont la structure a été modifiée pour cause de mauvaise gestion. Quant au *Cresed*, il a été tout simplement arrêté. Enfin le *Cresan*, même s'il est encore en vigueur, est privé du volet construction des bâtiments. Or, l'éducation et la santé sont des secteurs prioritaires pour le gouvernement, mais les travaux de construction d'écoles et de centres de santé de base sont dans certains cas confiés au FID. (D'après *Midi* du 05/11/05)

L'Italie annule les dettes malgaches : la totalité des dettes malgaches a été réparties en 3 monnaies différentes dont les montants s'élèvent à 132,6 millions de dollars, à 44,29 millions de francs suisses et à 85,3 milliards de lires italiens. L'accord porte également sur la promotion de l'investissement, le développement de la communication audiovisuelle, l'appui à la consolidation, la promotion et le développement du secteur privé et le partenariat en matière de gestion de l'environnement. (D'après *Xinhuanet* du 03/11/05)

7.2 Loi de finances 2006, crise budgétaire

Loi de finances modeste - un budget 2006 aux ambitions limitées : 2006 portera l'empreinte des difficultés rencontrées par le Trésor public cette année. *La croissance économique est révisée à la baisse* à 5,9% alors que celui de cette année a été initialement fixé à 6,4 %. Souvent, le problème du délestage revient dans les causes citées comme étant à la base de la contre-performance de cette année. Mais la rupture de l'accord multi-fibre et la dépréciation de la monnaie nationale figurent parmi ceux qui ont aussi plombé la croissance. *La réduction du taux d'inflation de 8%* annoncée par le gouvernement risque d'être *difficile*. (D'après *L'Express* du 04/11/05)

7.3 Investissements étrangers, commerce, tourisme

Augmentation de plus de 43 % du nombre de touristes pendant le premier semestre 2005 par rapport à 2004 : au cours du premier semestre 2004, on a enregistré 73 000 touristes venus visiter Madagascar. Cette année, pour la même période, plus de 104.000 ont été décomptés, soit une augmentation de l'ordre de 43,4 %. Ce qui augure de bonnes perspectives pour le secteur. (D'après *Les Nouvelles* du 03/11/05)

Le tourisme avance malgré des difficultés : les chiffres à fin septembre témoignent de l'importance du potentiel touristique de la Grande île. Le nombre de visiteurs et le niveau des recettes de l'exercice 2005 viennent concrétiser les efforts fournis par les acteurs de la filière. Les avis sont convergents, le tourisme est en passe de devenir un vrai pilier de l'économie nationale. Les prévisions de l'année 2005 se confirment. (D'après *L'Express* du 28/12/05)

7.4 Problèmes énergétiques et crise de la Jirama

Eau et Electricité : nouvelle forte hausse de tarif. Le tarif de l'électricité connaît une nouvelle hausse de 30% tandis que le prix de l'eau potable sera majoré de 15%. Depuis juillet,

consécutivement à la première hausse de tarif, *le coût de l'électricité connaît donc une hausse d'environ 50%*. L'eau potable, pour sa part, connaît une hausse de 30%. Les consommateurs voient naturellement d'un très mauvais œil la nouvelle augmentation. *Le Président a en outre écarté l'idée d'une privatisation de la Jirama à court terme pour ne pas compromettre sa mission de service public.* (D'après *Matera* du 02/11/05)

Jirama - plan de redressement : présentation à Paris reportée en janvier. Nombreuses sont les actions entreprises par l'Etat pour le redressement de la société, comme l'adoption du contrat de gestion, la réhabilitation de centrales, le délestage, les hausses des tarifs et *dernièrement la politique de ratissage (contrôle des installations pirates)*. Elle fait en effet partie de la politique de redressement de la Jirama conçu par les bailleurs, par l'Etat, par la société Lahmeyer ainsi que des représentants de la Jirama. Actuellement, le plan de redressement est encore en cours de finalisation. Si la première présentation aux bailleurs et partenaires avait été prévue en décembre à Paris, elle serait reportée au mois de janvier. Mais la situation actuelle de la Jirama reste des plus alarmantes. (D'après *Tribune* du 05/12/05)

La Jirama a présenté son plan de redressement aux bailleurs de fonds et partenaires financiers. Les efforts présentés par les responsables de la société pour renverser la vapeur ont rencontré la reconnaissance des bailleurs de fonds. L'UE, l'AFD, la Banque mondiale ainsi que les représentants diplomatiques et d'organismes financiers ont confirmé la pertinence des réalisations allant déjà dans ce sens mais aussi de l'importance des actions à mener dans le futur. La Jirama se trouve dans une phase transitoire. Les efforts entrepris pour apurer les finances de la société commencent déjà à porter leurs fruits. Elle a procédé à un non-renouvellement de contrats, à un encouragement au départ volontaire mais surtout à un gel de l'embauche. Les pertes cumulées par la société de 1999 à 2004, s'élèvent à 53 milliards Ar. *La société a servi de vache laitière aux régimes qui se sont succédé.* Tous les moyens sont bons pour rétablir l'équilibre financier de la Jirama. *Une hausse de tarifs* de 30% en juillet 2005 a été effectuée. Une autre révision de tarifs de 35% pour l'électricité et 15% pour l'eau en novembre 2005 a été également approuvée. Une hausse uniforme de 10% sur le tarif de l'eau et de l'électricité se fera au début de l'année 2007. Dans le cadre de la restructuration financière, la société procèdera à une *recapitalisation*. Le programme *de modernisation de la gestion de la clientèle* par le renforcement du parc des compteurs en prépaiement et le déclenchement des *actions de ratissage et renforcement des pénalisations* pour fraude viennent d'être lancés avec l'amélioration du taux de recouvrement. Dans la liste des initiatives pour accroître la production en électricité figure la conversion de la source d'énergie de centrales thermiques en fuel lourd, moins coûteux. La mise en place de nouveaux groupes, l'installation d'une nouvelle centrale thermique sont programmés. *Une autre rencontre avec les bailleurs se tiendra dans la capitale française au mois de janvier.* C'est à Paris que les questions cruciales des éventuels financements seront débattues. (D'après *L'Express* du 14/12/05)

Jirama: Rodrigues Haché n'est plus le DG. De source officielle, on indique que "*M.Haché, après maintes réflexions, pense que le poste de directeur général de la Jirama devrait revenir à un financier. Un parcours qui ne concorde pas avec son curriculum*". D'autres sources, proches du gouvernement, avancent que ce départ est dû à un conflit entre le gouvernement et Lahmeyer suite au plan de redressement qui n'est pas celui que l'Etat attendait. Alors, l'Etat a fait appel à des experts internationaux pour finaliser ce plan. Celui qui a été présenté la semaine dernière. Jusqu'à maintenant, par contre, l'Etat annonce que le travail effectué par Lahmeyer International est satisfaisant. (D'après *DTS* du 20/12/05)

C'est l'actuel Directeur général adjoint, *un autre étranger*, Laurent Cupani, qui *assurera l'intérim de la direction générale*. Le fait que ce dernier s'occupe de la direction financière de

la Jirama confirme les rumeurs concernant les intentions du gouvernement en ce qui concerne l'avenir de la Jirama. Il s'agit en l'occurrence d'axer en priorité le redressement sur le plan financier. L'on s'attend encore, en 2006, à ce que la Jirama, par le biais du délestage, *fasse énormément de mal à l'économie*. Le ministre des Finances avait déclaré à un certain moment que le délestage a été, en 2005, *l'une des grandes origines de la récession économique*. La même situation risque de se représenter en 2006. En 2007, année électorale, Marc Ravalomanana fera probablement tout pour rétablir définitivement la situation. (D'après Midi du 27/12/05)

Les employés de la Jirama passent au contrôle : cette fois-ci, ce seront les maisons des 7 000 employés de la société qui passeront au crible. *Cette initiative relance le débat sur la part de responsabilité des employés de la Jirama dans les problèmes actuels*. Les autres consommateurs montrent souvent du doigt les avantages accordés aux salariés de cette société d'Etat. "Nos propres employés seront observés de près pour cibler ceux qui profitent de leurs avantages pour revendre de l'électricité à leurs voisins" déclare le DG. (D'après L'Express du 27/12/05)

7.5 Situation économique, conjoncture, démographie

Faiblesse d'accès à l'électricité : un cercle vicieux pour le développement. La faiblesse du taux d'accès à l'électricité de la population malgache actuelle *qui n'est que de 21%* constitue encore un *frein notoire à un épanouissement de plusieurs activités de développement en milieu rural et ralentit ainsi la sortie du pays de la pauvreté*. En effet, l'inaccessibilité à l'électricité nuit à la fois aux conditions sociales de la population rurale, qu'à la *qualité de l'éducation que les enfants* dans ce milieu perçoivent ainsi que le blocage de plusieurs activités génératrices de revenu qui peuvent y être pratiqués. En effet, selon le rapport du PNUD, l'énergie sous ses diverses formes reste un outil incontournable pour sortir de la pauvreté. *L'assurance d'une éducation primaire pour tous est un objectif difficile à atteindre sans la résolution de l'accès à l'énergie en milieu rural*. (D'après La Gazette du 05/11/05)

Inflation : 3,4% de hausse en septembre à Fianarantsoa. La tendance à la hausse de l'indice des prix à la consommation au niveau national depuis le mois de septembre dernier s'est confirmée et *les prévisions pour ce dernier trimestre de l'année ne sont pas réjouissantes*. Au niveau national, par rapport au niveau des prix de septembre 2004, l'indice a progressé de 14,7% et par rapport au début de cette année, les prix à la consommation ont connu une hausse de 7,2%. *Sur 12 mois, le prix des produits de premières nécessités se sont accrus de 21%*. (D'après La Gazette du 05/11/05)

Inflation : la série noire continue pour les ménages. Les prix à la consommation ont encore accusé une hausse de 1,9% au cours du mois de novembre, une hausse nettement supérieure à celle observée en octobre (1,2%). Par rapport à son niveau en décembre 2004, la hausse est de 10,5%. Période de soudure étant, le pessimisme est de mise quant aux prévisions des prochains mois. (D'après Midi du 28/12/05)

Hausse en vue du prix du riz - le dollar bouleverse le cours mondial. Le regain de vitalité du dollar américain menace d'influer la régularité de l'importation et la stabilité du prix du riz. La synergie des autorités et des opérateurs est impuissante devant cette situation. Le frêle équilibre actuel de l'approvisionnement en riz pourrait être menacé par l'appréciation du dollar américain. Les explications font état d'un contexte mondial favorable à l'économie américaine au détriment de celle de l'Europe. Une situation qui n'est guère favorable aux activités d'importation. (D'après L'Express du 04/12/05)

L'Ariary perd 15,53% face au dollar et reste à peu près stable face l'euro. La situation de l'Ariary sur le Marché Interbancaire de Devises est moins bonne par rapport à ses débuts au mois de janvier 2005. Les séries de statistiques sur les évolutions de la monnaie nationale révèlent en effet une quasi-stabilité de l'Ariary devant l'euro qui se négociait à Ar 2534,40 au 03 janvier 2005, alors que les cours se situaient le 30/12/05 à 1/2559,29 avec un recul de 15,53% de celle-ci face au dollar, les cours passant de 1/1 869,40 au début d'année à 1/2159,82 le 30/12/05. (D'après *Midi* du 31/12/05)

Performances économiques du pays : le niveau de 2001 n'est pas encore retrouvé. Trois ans après la crise politique de 2002 qui a beaucoup secoué le pays et a touché de plein fouet l'économie du pays causant l'arrêt de la production dans la majorité des entreprises et affaiblissant dans la foulée le revenu des ménages, les performances et les aptitudes économiques du pays n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'il y a 5 ans. Même si le retour à la normale de plusieurs activités florissantes avant cette période et l'implantation des nouveaux investisseurs au niveau national ont été constatés, ce contexte reste encore très insuffisant pour redresser la situation. (D'après *La Gazette* du 29/12/05)

Migrations économiques : 15 000 migrants à Ambatofitorahana pour l'exploitation du gisement de tourmaline. La population du *fokontany* enregistre un boom démographique. "*On y recense actuellement 15 000 nouveaux migrants en l'espace de deux mois*", note la maire de la commune. Un petit Ilakaka s'est formé avec la ruée de gens venus des quatre coins du pays. Des centres de soins, des boîtes de nuit ainsi que divers espaces commerciaux sont ouverts, au profit des villageois et surtout des travailleurs. Le mauvais état des routes n'empêche pas les exploitants miniers d'envahir cette région de l'Ile. (D'après *L'Express* du 22/12/05)

Madagascar est au cœur d'une transition démographique : les pays ou les îles de la région Sud-ouest de l'Océan indien forment *deux groupes homogènes et contrastés*. Le premier groupe est celui des *îles à très forte fécondité : Mayotte, Comores et Madagascar*. Le taux de natalité y est égal à 40 pour mille tandis que l'indice synthétique de fécondité y est respectivement de 5,6 enfants par femme, 5,4 et 5,2. Quant à Maurice, aux Seychelles et à la Réunion, ces îles connaissent une fécondité beaucoup plus faible puisque les taux de natalité y sont compris entre 16 et 20 pour mille pour un indice synthétique de fécondité de 1,9 enfant par femme à Maurice, 2,1 aux Seychelles et 2,5 à la Réunion. *Madagascar est actuellement au cœur de cette transition* démographique avec une mortalité en baisse depuis les années 1960 et une fécondité dont la baisse est visible au niveau national depuis moins d'une décennie. On estime ainsi que *la population de l'île va doubler d'ici environ 25 ans*. En ce qui concerne la transition démographique, les situations des Comores et de Mayotte sont similaires à celle de Madagascar, tandis que Maurice et les Seychelles ont achevé leur transition démographique avec un indice synthétique de fécondité autour de 2 enfants par femme. La transition de la fécondité à la Réunion est quant à elle sur le point de se terminer. (D'après *La Gazette* du 27/12/05)

8 MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT

Hausse des prix de la Jirama et du gaz : menace pour l'environnement. La forêt malgache est sérieusement menacée. En effet, suite à la décision du gouvernement d'appliquer la TVA sur le gaz à partir de l'année prochaine, et l'augmentation des redevances perçues par l'OMH (Office Malgache des Hydrocarbures), de l'ordre de 35%, sur les produits pétroliers, le prix du gaz domestique connaîtra une hausse vertigineuse dès le 1^{er} janvier. En outre, dans

le cadre de sa politique de redressement, les tarifs de la Jirama ont connu également une hausse de l'ordre de 35%. *Ce sera un coup dur pour les environmentalistes car les prix du gaz et de l'électricité ne seront plus à la portée des bourses de la majorité des foyers.* L'utilisation du charbon de bois et du bois de chauffage resteront encore plus accessible et plus appropriée aux revenus de l'ensemble des Malgaches. A ce rythme, *des milliers d'hectares de forêts supplémentaires risquent de partir en fumée.* En réalité, le pays n'a aucune politique en matière d'énergie domestique afin de préserver nos forêts. (D'après Tribune du 30/12/05)

9 SANTE PUBLIQUE, FLEAUX ET CALAMITES

L'OMS accorde 17 millions de dollars à Madagascar pour 2006- 2007. Tiré du programme de coopération de l'OMS avec Madagascar pour le quinquennat 2005-2009, ce budget-programme comporte 12 domaines d'activités pour lesquelles cette organisation apportera son soutien technique. Parmi les actions à entreprendre figurent la prévention des urgences et des catastrophes, l'alerte et les actions en cas d'épidémie, la prévention et la lutte contre les maladies transmissibles, la lutte contre la paludisme, la tuberculose et le sida, la promotion de la maternité sans risque, la santé de la mère et de l'enfant, la vaccination. (D'après Xinhuanet du 06/12/05)

L'Afrique reçoit 166 millions d'euros pour les catastrophes : l'UE annonce l'octroi d'une aide de 166 millions d'euros à 10 pays d'Afrique, *à l'occasion du premier anniversaire du tsunami en Asie du Sud-est.* "Aujourd'hui, nous célébrons la mémoire des victimes du tsunami du Sud-est asiatique. Mais des millions de gens vulnérables en Afrique sont exposés à des catastrophes naturelles comme la sécheresse, les inondations et les invasions d'insectes ainsi qu'à des conflits armés", écrit Louis Michel, le commissaire européen à l'Aide humanitaire. "Ce sont des tsunamis silencieux. Bon nombre de ces catastrophes ne font pas les gros titres des médias occidentaux mais elles provoquent néanmoins de graves souffrances", ajoute-t-il. Cette aide, qui sera débloquée principalement en 2006 par la Commission européenne, sera accordée au Soudan, à la République démocratique du Congo, au Burundi, au Tchad, à la Tanzanie, à l'Ouganda, au Liberia, à la Côte d'Ivoire, à Madagascar et aux Comores. (D'après Reuters du 26/12/05)

Planning familial : un nouveau produit contraceptif. Le ministère de la Santé et du Planning familial (MSPF) lance actuellement *l'Implanon*, un nouveau produit contraceptif de longue durée. Des responsables du ministère, des agents de la santé venus des provinces, des représentants des organismes privés concernés se réunissent à la maternité de Befelatanana pour une formation de 5 jours. Selon le Dr Christiane Rakotomalala, *la pratique du planning familial (PF) ne veut pas dire qu'on veut limiter le nombre de naissances.* "Le PF, comme son nom l'indique consiste à planifier les naissances, à les espacer. Et ce, pour le bien être de la famille" a-t-elle lancé. D'après l'EDS (Enquête démographique et de santé) 2002, à Madagascar, 18% des femmes en union ont eu recours à la méthode de contraception. Ce taux est jugé très bas par rapport au besoin exprimé. Le pays a une *demande non satisfaite estimée à 24%.* (D'après Tribune du 06/12/05)

Famine à Vangaindrano - 12 communes à court de vivre : la famine continue de ravager la Grande île. Ces communes sur le littoral sud de Vangaindrano sont les plus menacées et survivent grâce aux algues. Environ 150 000 personnes y habitent. Et le pire, ce sont les enfants qui sont majoritairement touchés par la malnutrition selon le rapport établi par Médecins Sans Frontières. Environ 14000 enfants souffrent de malnutrition aiguë. *Les familles commencent à quitter les lieux pour survivre.* La cause de cette famine est

l'inondation de Vangaindrano en début d'année. La nourriture n'y est pas disponible et la plupart des familles s'inquiètent sur le fait de survivre à la période de soudure. Le Sud-est de l'île est réputé pour les *produits de rente en dégradation*. En plus, cette région se trouve *parmi les plus enclavées* de la Grande île. Le *passage régulier des cyclones* complique la situation alimentaire dans le Sud-est. «*A part les mesures à long terme que nous mettons déjà en place, les solutions d'urgence concernent le système Vivre Contre Travail (VCT). Ceux-ci touchent en premier lieu les travaux de désenclavement, la construction de barrages hydroagricoles et la formation agricole paysanne pour que les apprenants adoptent les cultures à cycle court*», précise le chef de région. (D'après L'Express du 03/11/05)

Famine dans le Sud-est : des morts d'hommes... Il ne faut pas minimiser la situation dans le Sud-est. A Vangaindrano, des morts sont enregistrés. Le phénomène «Kere» est réel. Depuis quelques semaines, plusieurs autorités dont le ministre de l'Intérieur et de la réforme administrative, le président de la délégation spéciale de Fianarantsoa, le chef de région du Sud-est... sont descendues sur les lieux afin de constater de visu les réalités. Chose curieuse, *les autorités ont minimisé la situation*. D'une source officielle, la population du Sud-est de l'île, notamment dans le district de Vangaindrano, n'est pas victime d'une famine mais d'une simple malnutrition. Il s'agit d'un néologisme dans le but de ne pas dramatiser la situation. Ce manque de nourriture a provoqué des morts d'hommes dont leur nombre est toujours tenu au secret. Les enfants et les femmes sont les plus touchés. *L'accessibilité de la population aux aliments de base est presque impossible*. Pire, elle subit une *chute sans précédent de ses revenus*. Le phénomène «Kere» dans le sud de l'île de 1991 et de 2001 s'étend vers l'Est. (D'après Tribune du 07/12/05)

Famine à Madagascar : 150 000 personnes sont actuellement touchées par une importante famine. Le Secours populaire souhaite venir en aide aux victimes de la famine qui touche les districts de Vangaindrano et Midongy à Madagascar (dans le Sud-Est de l'île). Il lance un appel aux dons pour faire face à cette nouvelle urgence. La famine concerne 150.000 personnes, particulièrement des enfants dont 14.000 sont atteints de malnutrition sévère et 3.700 d'entre eux sont dans un état grave. (D'après Secours Populaire Français et ReliefWeb du 19/12/05)

Crise alimentaire : 500.000 euros de l'Union Européenne pour Vangaindrano. Une aide qui sera utilisée dans le cadre des interventions humanitaires et des secours d'urgence. Quelque 150.000 personnes parmi les plus touchées pourront ainsi être secourues. Ce fonds de 500.000 euros fait partie de la série d'aides humanitaires pour un montant de 165,7 millions d'euros, approuvées par la Commission européenne un an après le passage du Tsunami. (D'après Midi du 28/12/05)

Période de soudure : 1,2 millions de personnes additionnelles dans une situation d'insécurité alimentaire. La période de soudure approche. Et l'insécurité alimentaire saisonnière va connaître une aggravation. *Pendant cette période, la consommation calorique totale des ménages ruraux baisserait de 12% contre 5% pour les ménages urbains*. Ceci a pour conséquence de faire basculer 1,2 millions de personnes additionnelles dans une situation d'insécurité alimentaire, en plus des 8 millions en situation d'insécurité alimentaire chronique. En conséquence, le taux de malnutrition infantile affiche une hausse subite, entre janvier et mars. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans se trouve être 4 fois plus élevé en décembre et en janvier que pendant les mois de mai et juin, juste après la récolte rizicole. (D'après La Gazette du 04/11/05)

Au 31/12/2005, 1 euro = 2559 Ariary (cours pondéré)